



République du Sénégal

UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

REGION DE DIOURBEL



DEPARTEMENT DE MBACKE

COMMUNAUTE RURALE DE DENDEYE

PLAN LOCAL DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNAUTE RURALE DE DENDEYE 2013 – 2018

Année de réalisation 2012

Avec l'appui du Programme National de Développement Local (PNDL) et l'Agence Régionale de Développement (ARD) de Diourbel

Table des matières

Sigles des Abréviations	III
I-CONTEXTE ET JUSTIFICATION	3
II-METHODOLOGIE	4
1-La phase préparatoire	4
2-Le diagnostic participatif.....	5
3-La restitution et validation	5
PREMIERE PARTIE :	6
PRESENTATION DE LA COLLECTIVITE LOCALE	6
I- PRESENTATION DE LA COLLECTIVITE LOCALE	7
1-1-Historique	7
2-1-Situation géographique	7
3-1-Organisation administrative	7
4-1-Caractéristiques physiques, hydrographiques et climatologiques	8
5-1- Le relief et les types de sols	8
6-1 - La faune	8
7-1- La végétation.....	8
8-1- Hydrographie	9
9-1- Le climat.....	9
10-1- La pluviométrie.....	10
11-1-Caractéristiques démographiques.....	11
12-1- Le zonage de la communauté rurale	12
A -Définition du zonage	12
B-Justification du zonage	12
C -Présentation des différentes zones	13
DEUXIEME PARTIE : ETUDE DIAGNOSTIC	15
1-Le secteur Primaire	16
1-1-Agriculture	16
1-2-Maraichage	17
1-3- Élevage	17
1-4-Pêche	19
2-Le secteur Secondaire	19
2-1-Artisanat	19
2-2-Énergie	20
2-3-Micro entreprises	21
3-Le secteur Tertiaire	21
3-1-Commerce	22

3-2-Transport	23
3-3-Télécommunications	24
3-4-Épargne et crédit.....	25
4-Le secteur Quaternaire.....	25
4-1-Éducation.....	26
4-2-Santé.....	27
4-3-Hygiène et Assainissement.....	28
4-4-Jeunesse, sport et loisirs.....	29
4-5-Hydraulique.....	30
4-5-Ressources naturelles et Environnement	31
5- Le Secteur institutionnel et organisationnel.....	32
5-1-Le Conseil Rural.....	32
5-2-L'administration locale : la sous-préfecture	33
5-3-Le Centre d'Appui au Développement Local	33
5-3-Les GIE et GPF.....	34
5-4-Le poste vétérinaire	35
5-5-Les ONG et Projets.....	35
6-Bilan diagnostic :.....	37
TROISIEME PARTIE : LA PLANIFICATION.....	49
1-Les Axes Prioritaire du Développement	50
2- l'Objectif Général de Développement.....	50
3-Les Objectifs Spécifiques de Développement.....	50
4- Stratégie et Lignes d'Actions.....	50
5- Programmes d'Actions Prioritaires	51
6- Programme d'Investissement Local.....	62
7- Programme Annuel d'Investissement	68
8-Stratégies de mise en œuvre et mesures d'accompagnement.....	71
1-Aspects institutionnels.....	71
2-Horizon temporel	71
3- Système de suivi-évaluation	71
CONCLUSION	73
ANNEXES	75

Sigles des Abréviations

ASC: Association Sportive et Culturelle

ASUFOR: Association des Usagers du Forage

ATE: Agent Technique Elevage

ASCOM: Assistant Communautaire

CPD: Comité de Pilotage de Développement

CZD: Comité Zonal de Développement

CEM: Collège d'Enseignement Moyen

CADL: Centre d'Appui pour le Développement

CR: Conseil Rural

CR: Communauté Rurale

CL: Collectivité Locale

DSRP: Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté

INP: Institut National Pédologie

IMF: Institution de Micro Finance

ICP: Infirmier Chef de Poste

KM²: Kilomètre Carré

GPF: Groupement de Promotion Féminine

GIE: Groupement d'Intérêt Economique

MDE: Maison des Eleveurs

MEC: Mutuelle d'Epargne et Crédit

MARP: Méthode Active de Recherche Participative

OMD: Objectifs du Millénaire pour le Développement

OCB: Organisation Communautaire de Bas

OP: Organisation Paysanne

ONG: Organisation Non Gouvernementale

PRDI: Programme Régional pour le Développement Intégré

PNDL: Programme National pour le Développement Local

PLD: Plan Local de Développement

PAP: Programme d'Actions Prioritaires

PMI: Petites et Moyennes Industries

PME: Petites et Moyennes Entreprises

PREMIERE PARTIE : INTRODUCTION GENERALE

INTRODUCTION

Depuis plusieurs décennies, l'État du Sénégal a opté pour l'initiation d'une politique de décentralisation prudente et progressive qui est un système par lequel, il délègue un certain nombre de ses prérogatives à des collectivités locales. Le pouvoir de décision naguère exercé par l'État dans la conduite de certaines activités au niveau local est confié à des personnes publiques élues par les administrés au sein d'une collectivité territoriale déterminée.

C'est donc aux locaux de prendre en charge les orientations de la politique nationale en élaborant des plans pour le développement de leur localité. Cette approche du développement est orientée vers un renforcement des moyens d'autonomisation consistant à l'identification des besoins, leur hiérarchisation et la volonté endogène de les réaliser à travers les ressources et potentialités propres aux collectivités locales.

Ainsi, le Plan Local de Développement, document de référence, de négociation et de coordination des actions de développement élaboré par la Communauté Rurale, traduit la volonté ou l'aspiration profonde des populations rurales qui, très souvent ne sont pas consultées par les politiques. La planification locale traite à son niveau des réalités qui ne peuvent pas être prises en compte de manière concrète dans les Plans Nationaux.

La planification Locale est devenue un enjeu important pour les collectivités locales face au défi de la gouvernance locale participative, de la maîtrise des interventions et de l'orientation des partenaires pour la mise en œuvre efficace du développement des territoires. La plupart des acteurs impliqués dans la mise en œuvre de la décentralisation reconnaissent aujourd'hui le caractère stratégique des outils de planification et s'accordent sur la nécessité d'en faire des cadres de référence devant servir de porte d'entrée pour la programmation des interventions au profit des collectivités locales.

Avec sa sous composante « renforcement de capacité des collectivités locales », le Programme National de Développement Local (PNDL) appuie l'élaboration des PLD conformément à un format harmonisé intégrant les nouvelles problématiques pertinentes de développement local durable et les spécificités locales déterminantes.

Toutefois, les PLD devront rester articulés aux orientations nationales dont les fondements sont aujourd'hui constitués du DSRP, des OMD et engagements en matière de développement durable et des droits humains auprès de la communauté internationale.

I-CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Sénégal s'est engagé très tôt dans une politique volontariste de décentralisation et de responsabilisation des collectivités locales pour la prise en charge des préoccupations et attentes des populations à la base. Cette volonté s'est renforcée dans le cadre du processus de régionalisation et dans la réforme de 1996 qui a constitué une étape majeure en matière de décentralisation et de promotion d'une gestion de proximité.

La responsabilisation des collectivités locales est cependant fondamentalement liée à leur capacité à définir et à planifier des politiques de développement susceptibles de répondre de manière pragmatique aux préoccupations des populations. Le Code des Collectivités Locales (loi 96 06) dispose ainsi en son article 198 que « la Communauté Rurale élabore son Plan de Développement Local et donne son avis sur tous les projets de développement concernant tout ou une partie de Communauté Rurale ». Les communautés rurales se voient engagées dans la définition de leurs orientations et dans la mobilisation de leurs ressources en vue de promouvoir un développement endogène et concerté.

La planification locale se veut un moyen pour des acteurs locaux unis par une solidarité basée sur le partage d'un même territoire de formuler et de mettre en œuvre un projet de développement qui les engage. Elle se veut également un instrument de correction des disparités dans l'occupation de l'espace pour une meilleure prise en compte des échelles temporelles et spatiales dans le but de réaliser un développement économique et social homogène, équilibré et harmonieusement réparti.

L'élaboration du Plan Local de Développement de la Communauté Rurale de s'inscrit fondamentalement dans cette option d'une vision partagée du processus de développement prise en charge de manière concertée et dans le cadre de la synergie.

Le Plan Local de Développement doit ainsi servir de cadre fédérateur des interventions des acteurs tant publics (Collectivité Locale, Services de l'Etat, Conseil Régional, Partenaires au Développement et organismes d'appui,...) que privés (société civile, opérateurs économiques, ONG,...).

Le Plan Local de Développement est issu d'un processus participatif qui, à partir du diagnostic, a permis de définir pour une période de six ans (2013 – 2018), les orientations, les actions prioritaires et les ressources à mettre en œuvre pour l'atteinte des objectifs préétablis.

Avec sa sous composante « renforcement de capacité des collectivités locales », le Programme National de Développement Local (PNDL) appuie l'élaboration des PLD conformément à un format harmonisé intégrant les nouvelles problématiques pertinentes de développement local durable et les spécificités locales déterminantes.

Toutefois, les PLD devront rester articulés aux orientations nationales dont les fondements sont aujourd'hui constitués du DSRP, des OMD et engagements en matière de développement durable et des droits humains auprès de la communauté internationale.

Selon le PNDL, l'élaboration des PLD devrait se réaliser avec une démarche méthodologique garantissant au moins :

- Un réel ancrage dans la vision et perspectives locales (PRDI et projets stratégiques de l'Etat et une articulation avec les politiques nationales) ;
- Une prise en charge de domaines et/ou secteurs importants qui ont toujours été traités de façon marginale comme le développement économique local, l'énergie, le changement climatique, les dynamiques transfrontalières, le renforcement des capacités des acteurs locaux, la communication etc. ;
- Une bonne implication des acteurs concernés dans tout le processus ;
- Un souci de programmation des actions à la mesure des capacités réelles de mobilisation des ressources financières ;
- Une bonne prise en charge des stratégies de mise en œuvre de plans d'actions annuels de la collectivité locale ;
- Une mise en place de stratégies pertinentes pour une bonne appréciation par les acteurs locaux et un suivi coordonné des actions retenues ;

Dans cette dynamique, il s'agit d'appuyer l'élaboration du Plan Local de Développement de la communauté rurale de Dendeye dans la région de Diourbel suivant une approche de planification locale avec mobilisation d'équipes locale.

II-METHODOLOGIE

L'objectif général dans cette rubrique est de montrer la démarche méthodologique utilisée pour l'élaboration du présent PLD. De manière spécifique, cette démarche a pour but de fournir aux lecteurs les indications sur la procédure mise en œuvre pour la réalisation du document.

Ainsi, différentes phases interdépendantes ont été traitées, lesquelles sont constituées de plusieurs étapes avec une ou plusieurs activités.

- La phase préparatoire
- Le diagnostic participatif
- La restitution et validation

1-La phase préparatoire

Cette phase nous a permis de se doter de tous les moyens tant documentaires qu'organisationnels pour la rédaction du PLD. Après avoir établi un planning indicatif des activités couvrant toute la période d'étude, il a fallu procéder à une recherche documentaire sur la communauté rurale de Dendeye Gouygui.

Une documentation assez variée tant au niveau local, régional que national, a été recensé.

Il s'agissait notamment : du Plan Local de Développement (PLD) de la localité en cours d'élaboration depuis l'année 2004, le Document de Stratégie de Réduction de la pauvreté (DSRP 2002) à travers ses axes prioritaires, le Programme Régional de Développement Intégré (PRDI) de Diourbel, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) etc.

Les données secondaires ainsi recueillies, complétées par des entretiens exploratoires auprès des personnes ressources.

Sur la base des outils d'enquête élaborés (questionnaires et guides d'entretien), des ressources humaines ont été mobilisées afin d'aborder la seconde phase qui nécessitait des enquêtes externes auprès des zones ainsi identifiées.

2-Le diagnostic participatif

Cette phase a consisté en une connaissance du milieu à travers une analyse de ses potentialités, de ses contraintes et des hypothèses de solutions aux problèmes identifiés, avec la participation des populations, dans une perspective de développement durable. Elle s'est déroulée comme suit :

- L'analyse socio économique de la communauté rurale : l'objectif a été d'identifier les potentialités, contraintes et hypothèses de solution au niveau de chaque zone afin de dégager un pré-diagnostic à l'échelle zonale à travers des outils de Méthode Active de Recherche et de Planification Participative (MARP).
- Le diagnostic institutionnel et organisationnel de la communauté rurale : Il s'est agit d'avoir une connaissance de la dynamique organisationnelle dans la communauté rurale en inventoriant et caractérisant les institutions et organisations locales ainsi que les structures d'appui intervenant dans la communauté rurale, enfin d'identifier les types de relations entre ces institutions, organisations locales et structures extérieures et leur impact sur la communauté rurale. Cela n'a été possible qu'à travers des outils MARP, notamment le diagramme de Venn et le diagramme de flux.

3-La restitution et validation

La restitution s'est réalisée, en vue d'une validation, par les acteurs locaux, les résultats du diagnostic participatif.

Il s'est agit pendant cette phase de mettre en cohérence, pour correction et arbitrage, les résultats des zones au niveau communauté rurale en vue d'une validation. Ainsi le bilan diagnostic a été établi. Les outils et supports utilisés étaient constitués de : la carte de la communauté rurale ainsi que les Tableaux des potentialités, contraintes et hypothèses de solution, le diagramme de flux, le diagramme de venn, les pyramides.....

Les principaux acteurs qui doivent être présents à cette séance étaient composés des conseillers ruraux, de la commission de la planification, des animateurs locaux, des agents régionaux de développement, des partenaires, des responsables de zones, des chefs de villages et les populations.

PREMIERE PARTIE :

**PRESENTATION DE LA
COLLECTIVITE LOCALE**

I- PRESENTATION DE LA COLLECTIVITE LOCALE

1-1-Historique

Le peuplement de la communauté rurale de Dendeye est traditionnellement Peulh. Même le village de Dendeye abritant le siège de la communauté rurale a été fondé vers 1300 par Demba Ndiléye Sow. C'est par la suite les wolof, originaire de Mbampana en quête de terres propices pour les activités agricoles et pastorales, sont venue vers 1933 dans le village de Sam Cantor avec leur guide religieux Cheikh Amadou Ndoumbé Mbacké disciple de serigne Touba. Concernant les Sérères, ils sont originaires du Sine. Ils étaient venus dans la zone comme des « sourgas » travailleurs dans la saison des pluies. C'est vers 1925 ils se sont implantés finalement dans la zone de Nguérane.

L'immigration massive des wolofs depuis le début 1933 en a fait actuellement l'ethnie majoritaire avec près de 60% de la population, devant les Peulh (30%), les Sérères (7%), et autres (3%).

En effet, le phénomène le plus marquant dans la zone fut la propagation du mouridisme depuis 1940 avec le daara du marabout à Dendeye.

En 1996, Dendeye fut choisi comme siège de la communauté rurale. Ce choix a été influencé par la famille religieuse implanté dans le village, au détriment des villages beaucoup plus vastes et peuplés tels que Ndjoloferne.

2-1-Situation géographique

La communauté rurale de Dendeye Gouygui se situe dans la région de Diourbel, département de Mbacké et plus précisément dans l'arrondissement de Kael : Elle est limitée :

- Au nord par l'arrondissement de Ndam
- Au sud par la communauté rural de Ndioumane ;
- A l'Est par la communauté rurale de Kael ;
- A l'Ouest par le département de Diourbel ;

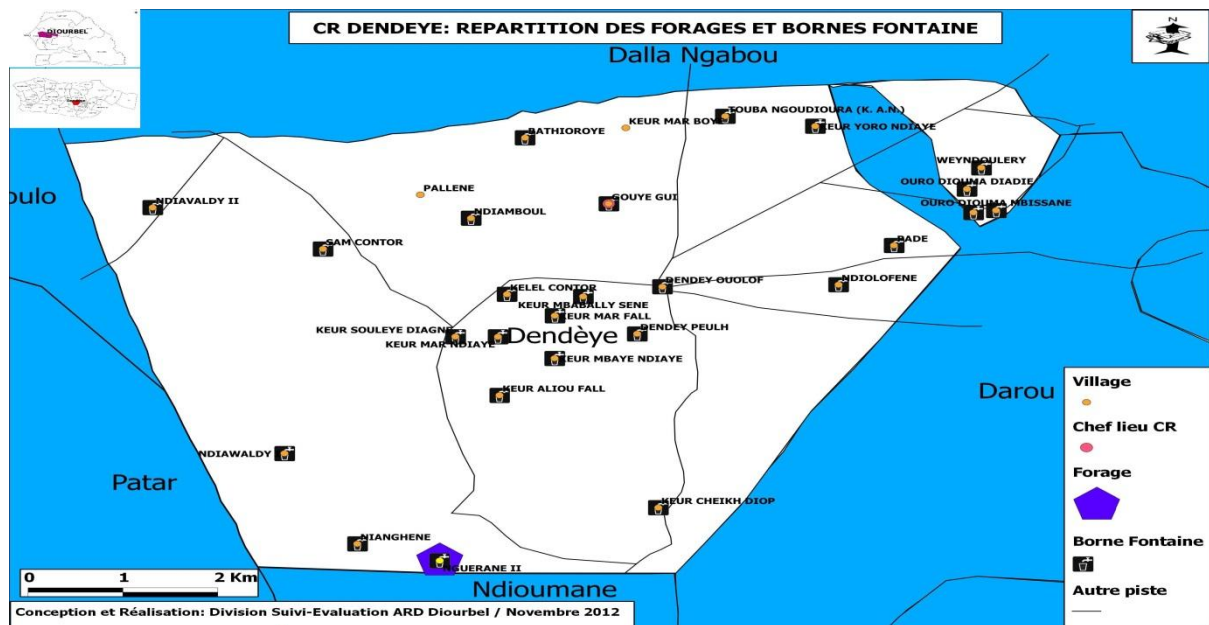
Elle couvre une superficie de 91,70 Km dans l'espace sous préfectoral. Elle est la plus petite collectivité locale de l'arrondissement avec 11,45% seulement.

3-1-Organisation administrative

La communauté rurale de Dendeye fait parti de l'organisation administrative de l'arrondissement de Kael. Il est dirigé par un sous préfet et son adjoint, ils sont relayés par des chefs de villages dans chaque village. Pour ce qui de l'administration locale, il est dirigé par le conseil rural composé d'un président, des vices président, des conseillers et des commissions.

4-1-Caractéristiques physiques, hydrographiques et climatologiques

Carte 1 : Répartition des Forage et Bornes fontaines



5-1- Le relief et les types de sols

Le relief de la communauté rurale de Dendeye est constitué d'une plaine sablonneuse traversé par la vallée morte du sine. Les principaux types de sols sont le Dior, le Deck Dior le Deck.

Les sols Dior couvre une superficie de 8711nha soit 95% sont des sols ferrugineux tropicaux lessivés qui sont favorable aux cultures d'arachide, du mil, du manioc et du niébé.

Les sols Deck Dior avec une superficie de 275 ha soit 3 % des sols ferrugineux tropicaux lessivés propices au maraichage et à la culture du mil.

Les sols Deck avec 183 ha, sont des sols bruns hydro morphes aptes aux cultures céréalières (sorgho et maïs) et aux cultures maraichères.

6-1 - La faune

Elle n'est pas très riche du fait de la disparition des habitats naturels des animaux avec la dégradation de la flore. Les animaux sauvages qu'on y rencontre sont : le singe, le lièvre, le rat palmiste, la civette, l'écureuil. On peut aussi citer l'avifaune constituée principalement de perdrix, cailles, pigeons sauvages..., À noter aussi les reptiles comme les lézards, varans, salamandres, serpents.....

7-1- La végétation

Le couvert végétal est fortement influencé par les conditions climatiques dont la pluviométrie et les actions anthropiques, et elle varie légèrement en fonction des zones. Globalement, nous retrouvons à Dendéye trois strates : herbacée, arbustive et arborée.

- Strate arborée dominée par la présence des épineux avec une nette dominance de *Acacia albida* (kadd), mais également il y'a d'autres espèces comme *Balanite aegytiaca*(Soup), *Andanuniadigitata*(Gouyy),.....
- Strate arbustive composée de *Guérrasénégalsis*,.....
- Strate herbacée composée de graminée que l'on retrouve partout dans la communauté rurale dont les principaux espèces sont : « xaxam », le « diijbopp », le « mboumndour »

Celle arbustive est dominante, la strate herbacée étant abondante surtout en période hivernale, de Juin à Octobre, et jusqu'en mi janvier. La strate arborée est moins importante du fait de l'action des hommes avec les coupes abusives non contrôlées.

Les zones cultivées ont une végétation généralement dégradée avec la proximité des zones habitées et les pressions issues des activités socioéconomiques des populations.

8-1- Hydrographie

Pour ce qui est de l'hydrographie, la communauté rurale est sans cours d'eau ni littoral. Appart quelques mares dont certains peuvent retenir l'eau deux mois après la saison des pluies et servant d'abreuvoirs pour le cheptel et la faune sauvage.

La nappe phréatique et celle du maëstrichtien alimentent les eaux souterraines. Les profondeurs varient entre 30 et 50 mètres. Ces eaux constituent la principale source d'eau consommable pour les populations, celles des mares, impropres à la consommation des populations, servent de consommation au cheptel.

9-1- Le climat

Le climat y est de type soudano-sahélien suivant chaud et sec caractérisé par des vents soufflant d'Est en Ouest appelés Harmattan. Les températures varient entre 20° C en janvier et 30° C en avril/mai. Celles-ci peuvent aller jusqu'à 40° en Août-Septembre lors de l'hivernage.

Il présente deux saisons :

- Une saison des pluies qui s'étant de mi-juin en Octobre
- Une saison sèche qui dure 08 mois de Novembre à Juin

10-1- La pluviométrie

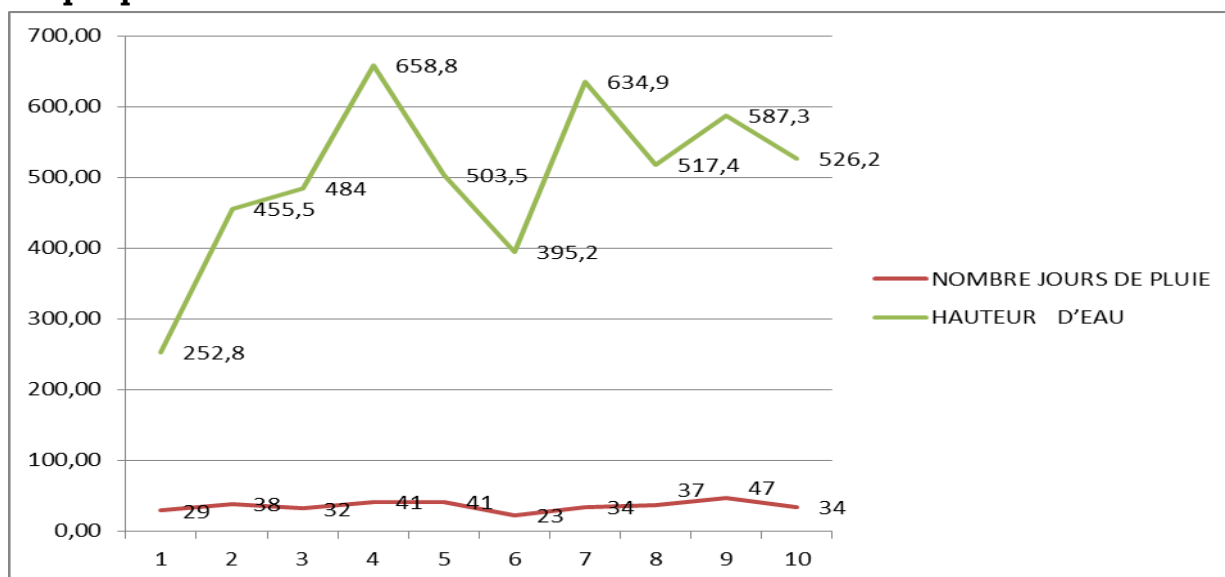
Tableau 1 : Données pluviométriques de 2002-2011

Tableau 1: Données pluviométriques

ANNEES	NOMBRE JOURS DE PLUIE	HAUTEUR D'EAU
2002	29	252,8 mm
2003	38	455,5 mm
2004	32	484 mm
2005	41	658,8 mm
2006	41	503,5 mm
2007	23	395,2 mm
2008	34	634,9 mm
2009	37	517,4 mm
2010	47	587,3 mm
2011	34	526,2 mm

Source : CADL de l'arrondissement de Kael

Graphique1 : Pluviométrie décennale de 2002 à 2011



La moyenne décennale de la communauté rurale de Dendeye est 501,54 mm, avec le nombre jour pluie moyen de 35 jours. Les précipitations débutent le mois de juin et se terminent le mois Octobre. Mais il faut noter que le mois d'Aout est plus pluvieux.

Il faut signaler aussi les années 2005, 2006, 2008 et 2010 battent le record de la quantité d'eau recueilli. Contrairement aux années 2002, 2004 et 2007 caractérisé par une pluviométrie faible.

11-1-Caractéristiques démographiques

La communauté rurale de Dendeye a une population estimée à 6243 habitants en 2010 (CADL). La répartition ethnique de la population de la communauté rurale en 2006 est la suivante : La présence des wolofs (60%) est le fruit des fortes immigrations des populations venues du centre du pays à la recherche de nouvelles terres, est plus marquée à l'est et au centre de la communauté rurale.

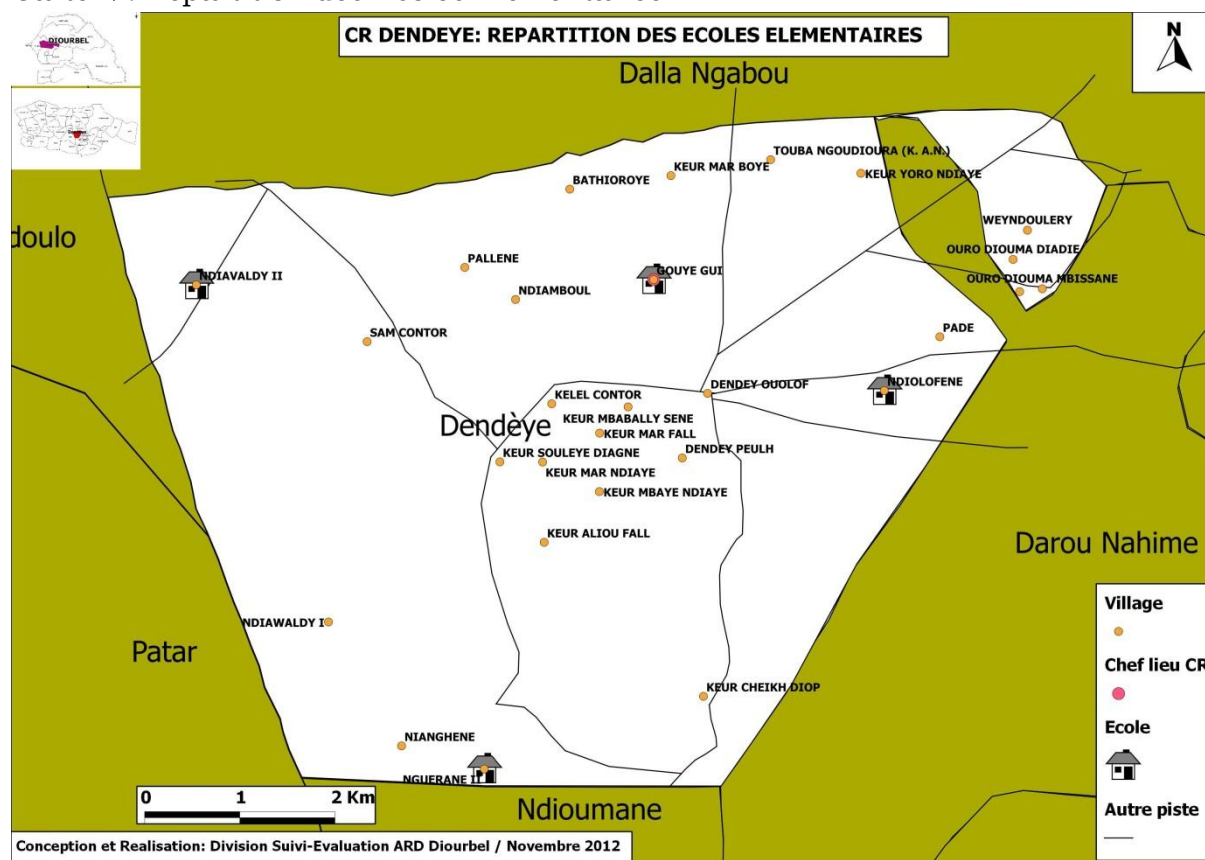
La densité est de 58hbs /Km². Elle est constituée 488 concessions regroupant 565 ménages, le nombre de personnes par ménage est 11,04. Le nombre de naissances annuelles est de 255 enfants, ce qui veut dire une fécondité très élevée. Les raisons qui expliquent ce fort taux de fécondité sont les mariages précoces, la polygamie, le non pratique des méthodes contraceptives par beaucoup de ménages.

Ils pratiquent l'agriculture et le commerce en général. Les peulhs (30%) qui constituent la population originelle de la communauté rurale sont majoritairement implantés à l'ouest. Ils sont le plus souvent dans l'activité d'élevage et en même temps l'agriculture.

Les wolofs (60%), les Sérères (07%) et les autres minorités (03%) sont disséminés au centre et au sud de la communauté rurale. Ils pratiquent en grande majorité l'agriculture, l'élevage et le commerce.

Malgré cette diversité ethnique de la population, il y'a une cohabitation sociale harmonieuse.

Carte 2 : Répartition des Ecoles Élémentaires



Source : ARD/D.S.E, 2012

12-1- Le zonage de la communauté rurale

Le terme zonage est, au cours des dernières décennies, entré dans le vocabulaire courant des agents de développement. Cela ne veut pas dire pour autant que sa signification fait l'objet d'un réel consensus. Pas plus que cela ne signifie pas qu'il suscite l'adhésion générale, si bien que des aspects du zonage se prêtent à des interprétations fort diverses.

A -Définition du zonage

De manière générale, c'est une opération qui consiste à partager l'espace du terroir communautaire en zones, autrement dit, en sous ensembles relativement homogènes.

En effet, les spécialistes des questions spatiales s'accordent à admettre l'existence d'un certain nombre de critères de différenciation, qui appliqués à une aire géographique, à un terroir donné, devraient permettre l'identification, dans cette entité, de sous ensembles présentant une relative homogénéité.

Ces critères peuvent être physiques, démographiques et sociaux, politiques ou tout simplement liés aux activités socioéconomiques.

B-Justification du zonage

Notre étude nous a conduits à mener une revue documentaire, des enquêtes sur le terrain avec l'utilisation de nombreux outils et des observations directes.

Cependant, il convient de préciser que le plan local de développement (PLD) en cours d'élaboration, découpe la communauté rurale de Dendeye en cinq (05) zones.

Il faut noter que dans l'ancien PLD, il y'avait trois zones à savoir le Centre, l'Est et l'Ouest. Mais nous, pour avoir des données beaucoup plus exhaustives nous avons effectué des visites sur le terrain, c'est-à-dire dans ces villages considérés comme village centre par les tenants de ce PLD. Il faut signaler que leurs environnants aussi ont été étudiés sur la base d'un échantillonnage.

A l'arrivée, l'exploitation de ces données nous ont permis de choisir un certain nombre de critère comme les aspects physiques, démographiques, socio-économiques, mais surtout la territorialisation des problèmes socioculturelles et des potentialités.

C -Présentation des différentes zones

Tableau 2: Présentation des critères du zonage

Zones Caractéristiques		Zone 1 Dëndeye	Zone 2 Ndjoloféne	Zone 3 Nguérane	Zone 4 Gouygui	Zone 5 Sam cantor
Physiques	Relief	Plaine sablonneuse	Plaine sablonneuse	Plaine sablonneuse	Plaine sablonneuse	Plaine sablonneuse, Vallées fossiles
	Sols	Dior	Dior	Deck dior	Dior, Deck	Deck doir
	Végétation	Kadd, Singue, cram- cram, wérayan	Kadd, Singue, cram- cram, wérayan	Kadd,soupp, baobab,	Soupp, kad ;sin gue baobab	Baobab, Singue,soup
Sociodémographiques	Ethnies	Woloff,peulh	Woloff , Peulh	Sérère,peulh, woolof	Peulh,woolo f	Peulh,Wolof
Socioéconomiques	Activités	Agriculture, élevage	Agriculture, Elevage, Commerce	Élevage, Agriculture	Agriculture, élevage, petit commerce	Agriculture, élevage, petit commerce
Villages		Dendeye Escale ;Dendeye Wolof ;KeurSouleye ;Diagne ; KeurMabaly ;Dendeye	Padé ;Ndjoloféne ;Ourombissane ;Ourojoumadjadj	Nguérane ;KeurAbdouMbaye ;Ndiawaldi 1 ; KeurCheikhDion ;Nianguene	ToubaNgoudioure ;keurYoro Ndiaye ;GouyGui ;Woyn douLery ;Keur Mar Boye	Ndiawaldi 2 ;SamCantor ;Diamboul ;KélélCantor ;Bathiéroye ;OuroureNdiawaldi

		Peulh ;KeurAli oune Fall ;Keur Mare Ndiaye				
--	--	---	--	--	--	--

DEUXIEME PARTIE : ETUDE DIAGNOSTIC

1-Le secteur Primaire

La vie dans le monde rural en général et dans la communauté rurale de Dendeye Gouygui en particulier est grandement tributaire au secteur primaire. Celui-ci, moteur du développement à la base, comprend naturellement l'agriculture, l'élevage, le maraîchage et la pêche qui regorgent d'énormes potentialités. Toutefois, pour une rentabilité de chacune de ces activités, il faut ressortir les potentialités, contraintes et proposer des solutions.

1-1-Agriculture

Tableau 3: diagnostic du sous secteur de l'agriculture

Potentialités	Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de Solutions
-Existence des terres cultivables -Existence de matériels agricoles -Existence d'intrants -Existence d'une vallée morte - Existence d'un institut de pédologie	-Insuffisance du matériel agricole -Insuffisance et mauvaise qualité des semences - empiètement du bétail dans les zones de culture -Retard dans la mise en place des intrants -Sols infecté et pauvres -Non accessibilité des femmes à la terre et aux semences -Non exploitation de la vallée morte -Problème de commercialisation la production agricole	- Surexploitation des terres, et faible fertilisation de celles-ci -survivance du droit foncier coutumier - absence de programme de renouvellement du matériel agricole - inefficacité de la plupart des programmes de formation pour les paysans	-Production faible -Faible revenus des agriculteurs -Insuffisance alimentaire -Exode rural -Conflits entre éleveurs et agriculteurs -Insécurité et destruction du tissu social -Exode rural	-Augmenter le capital semencier et le matériel agricole -Améliorer la qualité des semences -Désinfecter les sols avec les fongicides - faire le phosphatage de fond -Faciliter l'accès à la terre aux femmes -Mettre en place un cadre de concertation entre éleveurs et agriculteurs -Mettre en place une fourrière communautaire -Aménager d'autres parcours de bétail. - appuyer les organisations paysannes pour la commercialisation de leur produit

Le secteur agricole connaît beaucoup de difficultés dans son ensemble. D'abord notons un manque d'organisation du secteur. En ensuite il y'a un déficit d'intrant (matériels agricoles, semence insuffisante et de mauvaise qualité et d'engrais). En fin nous notons un faible appui des partenaires techniques et financiers qui défavorise le développement du secteur. En fin après la récolte il y'a aussi un problème de commercialisation pour les agriculteurs, puisqu'il n'y a de point de collecte dans toutes la communauté rurale. C'est ainsi les agriculteurs se rabattent sur Touba et Mbacké pour vendre leurs productions face aux opérateurs économiques.

1-2-Maraichage

Tableau 4: diagnostic du sous-secteur du maraichage

Potentialités	Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de Solutions
-Existence de terres propice aux activités maraichères -Existence de 16 Mares dans toutes les 5 zones	-Absence d'activités maraichères -Absence de programmes qui appuient le maraichage	-Manque d'initiative personnelle pour mener des maraichères -Manque d'appui d'un partenaire extérieur	-Absence de production maraichère dans la localité -Chômage des jeunes -Exode rural	-Mettre en place des projets d'appui pour des activités maraichères -Sensibiliser la population sur l'importance du maraichage -Organiser des sessions de formation sur les techniques maraichères

Le maraichage n'est pas pratiqué dans la communauté. Mais il existe des mares qu'on pourrait être aménagé en bassin de rétention pour y mener des activités maraichères en vue de générer des revenus et réduire le chômage des jeunes.

1-3- Élevage

Tableau 5: diagnostic du sous-secteur de l'élevage

Potentialités	Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de Solutions
-Existence d'un cheptel (2175 de bovins, 3020 d'ovins, 3440 de caprins, 850 d'équins ,300	-Vol de bétail -Insuffisance de zones de pâturages -Les épizooties -Rétrécissement des parcours de bétail	- non application du schéma d'aménagement de l'espace - Tarissement des mares - cherté de	-Faible production laitière et viande -Faible revenus des éleveurs -Insécurité	-Vulgariser les services techniques vétérinaires -Elargir les parcours de bétail -Former des

d'asins et de volailles) -Existence de zones de pâturage -Existence de parcs de vaccination -Existence d'aliment de bétail -Existence de service technique vétérinaire -Existence de mares	-Retard dans la mise en place d'aliment de bétail -Insuffisance d'aliment de bétail - Méconnaissance de services techniques vétérinaires -Conflits entre éleveurs et agriculteurs -Abreuvoir inexistants	l'aliment du bétail et disparition du couvert végétal - absence d'initiatives communautaires prises contre le vol de bétail - non couverture de la CR par les campagnes de vaccination	- Recrudescence des épizooties -Non évolution de la race Exode rural	auxiliaires vétérinaires dans chaque zone -Construire des enclos villageois -Instaurer un comité de veille dans chaque village -Mettre en place un comité de concertation entre éleveurs et agriculteurs - Construire des abreuvoirs -Aménager des bassins de rétention
---	--	--	--	--

Les atouts sont considérables dans ce secteur et il y'a des possibilités d'améliorer les races bovines, de faire des projets d'embouche ou encore l'aviculture. Cependant, la dégradation de l'environnement et la priorité accordée aux cultures pour ce qui est des terres exploitables entraînent la faible productivité des animaux. Les ressources financières des éleveurs étant faibles, les animaux sont généralement destinés à la consommation et à la vente. Cependant pour développer l'élevage il faut exploiter et pérenniser les potentialités et solutionner les contraintes.

1-4-Pêche

Tableau 6: diagnostic du sous-secteur de la pêche

Potentialités	Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de Solutions
-Existence de 16 mares	-Inexploitation des mares. -Ensablement des mares	- Méconnaissance des techniques piscicultures qu'on peut faire avec les mares. -Insuffisance des moyens financiers du conseil rural	-Accès difficile aux produits halieutique.	-Aménager certaines mares en bassins de rétention pour y mener des activités de pisciculture

La pêche n'est pas pratiquée dans la communauté. Mais il existe des mares qu'on pourrait aménager en bassin de rétention pour y mener des activités génératrices de revenus telle que la pisciculture.

2-Le secteur Secondaire

Le secteur secondaire est essentiellement constitué de trois volets : artisanat, énergie et micro entreprises

2-1-Artisanat

Tableau 7: diagnostic du sous-secteur de l'artisanat

Potentialités	Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de Solutions
-Existence d'artisanats -Existence d'un atelier de menuisier métallique -Existence d'atelier de tailleurs	-Absence de local (village artisanal) -Absence de marché et lieux d'exposition - Sous équipement des artisans - Faible compétences des artisans en organisation	- Faible accès à l'information ; - Critères d'octroi des marchés non favorable aux artisans - Faibles ressources financières des artisans - Insuffisance de formation	-Exploitation des artisans locaux par les entrepreneurs externes - Monopolisation des marchés par les entrepreneurs externes -Exode rural	- Renforcer les capacités des paysans à travers des formations et des financements - Appuyer la création d'ateliers dans toutes les zones

L'artisanat constitue une source de revenus extra agricoles non négligeables. Il vient en appoint aux ménages pour combler les déficits financiers et peut aller jusqu'à constituer la principale source de revenus de certains carrés. De ce fait il est primordiale d'appuyer les acteurs de ce secteur.

2-2-Énergie

Tableau 8: diagnostic du sous-secteur de l'énergie

Potentialités	Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de Solutions
-Existence du soleil -Existence d'un réseau électrique dans un seul village. -Existence du bois de chauffe -Existence de gaz butane	-Faible extension du réseau électrique (Sénélec dans les gros villages -Coût élevé d'électricité et du gaz butane -Rareté du bois chauffe et coût élevé des autres combustibles domestiques	-Revenus des populations basées sur l'agriculture -Faible exploitation des énergies renouvelable (photovoltaïque, éolienne)	-Difficultés d'accès à l'énergie -Faible développement des unités de production -Difficultés d'accès aux combustibles -Faible couverture des ménages par le programme d'électrification	-Promouvoir l'utilisation des énergies renouvelable -Promouvoir l'utilisation du biogaz -Introduire des programmes pour l'utilisation des foyers améliorés -Etendre le réseau électrique aux gros villages, poursuivre le programme d'électrification

L'énergie est consommée sous trois formes : énergie domestique, énergie solaire et énergie électrique.

- Énergie domestique : elle est principalement constituée du bois de chauffe et des lampes torchent. Ils servent à la cuisson et à l'éclairage dans les concessions.

- Énergie solaire : elle est utilisée d'une manière très limitée dans la communauté rurale et pourtant elle pourrait réduire le déficit énergétique que freine le développement de la collectivité. De ce fait il faudrait réfléchir sur les moyens d'augmenter le solaire photovoltaïque, car c'est la source d'énergie qui pourrait satisfaire la demande énergétique à un moindre coût.

- Énergie électrique : elle peut répondre à tous les besoins, mais elle coûte chère. La SENELEC ne semble pas être dans les dispositions pour solutionner ses problèmes dans le court terme. Il ne serait pas opportun dans l'immédiat d'étendre le réseau

électrique. D'ailleurs, l'écrasante majorité des populations n'ont pas les moyens de se la payer.

2-3-Micro entreprises

Tableau 9: diagnostic des micros entreprises

Potentialités	Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de Solutions
Existence de GIE De transformation des produits céréaliers Existence de GIE intervenant dans le domaine de l'agro-silvopastorale Existence d'atelier de menuisier métallique et de tailleurs	- Grande part du travail manuel dans les productions -Insuffisance de matériels et outils de travail	-Manque de machines adéquates - Insuffisance des moyens financiers - Insuffisance de partenaires - faibles capacités en marketing	-faible production -baisse des revenus -machine en panne	- Créer une unité de transformation de l'arachide - Renforcer les capacités matérielles des unités de transformation - Désenclaver les zones centre

On note la disponibilité de matières premières pouvant induire la création de PME et PMI. Seulement, il n'y a pas assez de partenaires pour appuyer des initiatives locales pour le financement de tels projets. En plus de cela un manque de formation et une méconnaissance de procédures pour la mise en place de micro entreprise. Cependant pour remédier cette situation il faut former et sensibiliser les porteurs de projets PME et PMI mais surtout les appuyer financièrement.

3-Le secteur Tertiaire

Le secteur tertiaire regroupe les volets suivants : le commerce, le transport, et la communication.

3-1-Commerce

Tableau 10: diagnostic du sous-secteur du commerce

Potentialités	Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de Solutions
-Existence de commerçants et commerçantes -Existence de produits commerciaux Existence de points de vente (Boutique) -Existence de halle dans certains villages -Intervention des IMF pour appuyer financièrement les commerçants -Proximité de deux grandes villes Touba, Mbacké	-Faibles moyens financiers des commerçants et manque d'organisation -Inexistant de marché hebdomadaire dans la communauté rurale pour qu'il de d'échange. -Inexistence de pistes de production -Absence de magasin stockage dans certains villages -Absence de halle des beaucoup de village -Taux d'intérêt élevé des IMF	-Faiblesse des échanges inter villageois -Absence d'établissements financiers -Manque de formation en gestion et techniques financières -Manque d'initiatives privées (projets)	-Faible revenus des commerçants -Difficulté d'écoulement des produits -Difficulté à rembourser les prêts	-Construire des pistes de production -Mettre en place un marché hebdomadaire dans la localité -Construire d'une halle dans chaque village -Former les commerçants en technique de commerce -Construire des magasins de stockage -Instaurer des lignes de crédits pour les commerçants

La particularité de la communauté rurale de Dendeye en matière de commerce est la faible dynamique des activités commerciales, par l'absence d'un marché hebdomadaire mis à part la faiblesse du pouvoir d'achat de ses populations.

Dendeye n'offre pas ainsi de débouchés importants aux produits agricoles et non agricoles. Ils sont écoulés vers les communes environnantes d'où on achète en retour des produits entrant directement dans la consommation des ménages (produits cosmétiques, denrées de premières nécessité autres que les céréales cultivées : viande, riz, lait en poudre, sucre...).Pour dynamiser ce secteur il faut mettre en place un marché hebdomadaire au sien de la communauté rurale.

3-2-Transport

Tableau 11: Diagnostic du sous-secteur du transport

Potentialités	Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de Solutions
-Existence des voitures de transport - Existence d'une seule piste latéritique dans la communauté rurale	-Enclavement de beaucoup de zones -Inexistants de pistes inter villageoises -Mauvais état des pistes principales et secondaires ; pistes difficilement praticables -Faibles investissements privés dans le transport automobile	-Insuffisance de moyens financiers du Conseil Rural et faible appui des partenaires au développement pour la construction de routes -Coûts de construction des routes en latérite ou goudronnées trop élevés	-Enclavement des zones ; Absence de transport en commun dans les 05 zones ; Faible connexion avec l'extérieur - Prédominance du transport hippomobile avec les incommodités et les risques qu'il comporte ; de longues durées de voyage pour des trajets courts -Difficultés de circulation des produits agricoles et des populations ; - Prédominance du transport hippomobile avec les incommodités et les risques qu'il comporte ; de longues durées de	-Augmenter le budget du conseil rural -Réhabiliter les pistes principales et secondaires afin de désenclaver les zones enclavées pour faciliter le transport, -Initier les populations à entreprendre des projets de transport communautaire

			voyage pour des trajets courts	
--	--	--	--------------------------------------	--

Aujourd'hui à Dendeye, le principal moyen de transport demeure les véhicules hippomobiles qui sont les plus utilisés devant les voitures et mobylettes. Le transport automobile est presque inexistant mis à part les « horaires » qui font la navette Touba –Mbacké -Dendeye tous les jours. Les chemins menant vers les villages de la communauté rurale sont toutes des pistes sablonneuses. De ce fait l'aménagement des pistes latéritique est nécessaire faciliter la circulation des personnes et leurs biens.

3-3-Télécommunications

Tableau 12: diagnostic du sous-secteur des télécommunications

Potentialités	Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de Solutions
-Existence d'un réseau mobile -Couverture d'un réseau télé et radio Possibilité de connecter à l'internet	-Instabilité de certains réseaux mobiles -Accès difficile à la connexion de l'internet -Problème à recharger les téléphones portables	Absence d'électricité dans la quasi-totalité des villages Faible moyen financier des populations	-Déficit d'information ou retard dans la réception, pas de connexions avec le monde du net	-Renforcer certains réseaux mobiles faciliter la connexion internet -Etendre le réseau électrique

En ce qui concerne les télé- services, ils restent insuffisants et sont mal répartis sur le terroir. L'antenne de la SONATEL située à Dendeye facilite l'accès au réseau de téléphonie mobile orange dans toute la zone. . Ainsi elle ne permet pas le branchement Internet ADSL qui n'est toujours pas arrivé au niveau de cette localité. Pour ce qui est de la presse écrite, elle n'arrive quasiment pas dans la communauté rurale sinon de manière décalée, la population de Dendeye n'étant pas des clients potentiels. Les technologies de l'information et de la communication sont encore peu connues car malgré l'existence de téléphones portables sophistiquées dont le mode de fonctionnement est méconnu et leur fonction réduite à leur simple fonction d'émission et de réception d'appels.

3-4-Épargne et crédit

Tableau 13: diagnostic du sous-secteur de la Microfinance

Potentialités	Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de Solutions
Existences des GIE -GPF affiliés à la fédération nationale -Appui des partenaires financiers comme The hunger projet et Cauri -Existence des partenaires financiers : mutuelles d'épargne et de crédits (MEC)	-Absence de banque classique -Insuffisance des sommes allouées -Taux d'intérêt élevé -Faibles capacité de la MEC à satisfaire les demandes -Mauvaises gestion des fonds alloués	-Insuffisance de moyens financiers -Délais de remboursement non respecté -Faible capacité de gestion financière -Faible capacité en marketing -Manque d'organisation	-Faible accès au crédit -Non satisfaction de tous les demandeurs -Gaspillages des fonds -Difficulté de vendre les produits locaux	-Diminuer les taux d'intérêt -Former des gestionnaires pour une bonne gestion des fonds alloués -Mettre en place une MEC spécifique pour la communauté rurale

La micro finance désigne les dispositifs permettant d'offrir de très petits crédits à des familles très pauvres pour les aider à conduire des activités productives ou génératrices de revenus leur permettant ainsi de développer leurs très petites entreprises. La différence principale, par rapport au crédit classique, est qu'elle est orientée sur une cible nouvelle : les pauvres et les exclus.

De manière générale, le système bancaire classique ainsi que l'existence des institutions de micro finances sont mal connues par les populations de la communauté rurale de Dendeye. Toutefois, il existe des groupements qui y accèdent avec l'appui de certains partenaires tels que The Hunger Project, Cauri ..., qui octroient des crédits aux populations. Mais l'installation d'une mutuelle n'épargne et de crédit communautaire pour faciliter l'accès aux crédits.

4-Le secteur Quaternaire

Le secteur tertiaire regroupe les volets suivants : l'éducation, la santé, hygiène et assainissement, jeunesse-sport-loisirs et hydraulique.

4-1-Éducation

Tableau 14: diagnostic du sous-secteur de l'Education

Potentialités	Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de Solutions
-Existence de 06 écoles élémentaires -Existence d'un personnel éducatif -Existence de fourniture -Existence d'APE -Existence de cantine scolaire -Existence de 14 daaras	-Absence d'écoles dans certains villages -Absence de structure préscolaire -Mariage précoce -Difficulté d'accès aux écoles pour certains élèves -Absence de CEM dans la localité Problème d'alphabétisation	Insuffisance des moyens financiers du conseil rural	-Faible taux de scolarisation -Ignorance -Taux de déperdition élevé au niveau du secondaire	-Construire des écoles dans les villages qui n'en ont pas -Augmenter les salles dans certaines écoles -Construire des centres d'alphabétisation au niveau des villages centres -Appuyer les daaras financièrement -Sensibiliser les parents sur les mariages précoces

L'éducation, bien qu'étant une compétence transférée, n'occupe pas toute la place qu'elle devrait dans les stratégies de développement des autorités locales. A la décharge de ces dernières, leur maigre budget prendrait difficilement en charge les nombreuses actions nécessaires pour améliorer les infrastructures scolaires. Les interventions des partenaires permettent des avancées considérables surtout avec la construction de nouvelles classes. Cependant, les « daaras » et écoles arabes du fait de leur manque d'organisation sont difficiles à gérer. Leur recensement et leur réorganisation sont nécessaires, vu le nombre d'enfants qui y sont envoyés. Pour ce qui est de l'alphabétisation en langues nationales, nous notons une certaine léthargie. Les programmes d'alphabétisation pour adultes sont quasi inexistants, ce qui ne contribue pas à améliorer le taux d'alphabétisation. Quant au préscolaire, il n'y a aucunes structures préscolaire dans la communauté rurale, ce qui veut dire que cette tranche d'âge est laissée en rade.

4-2-Santé

Tableau 15: diagnostic du sous-secteur de la Santé

Potentialités	Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de Solutions
-Existence d'un poste de santé -Existence d'aides soignants et de matrones -Existence de campagnes et causeries de sensibilisation sur certaines maladies -Existence de badianougokh -Existence d'association de relais en santé communautaire -Existence de comités de santé -Existence d'une ambulance	-Case de santé délibéré et non fonctionnelle -Absence d'une maternité et de sage femme qualifiée -Insuffisance du personnel dans le poste de santé -Ambulance en mauvais état -Manque de chauffeur pour l'ambulance	-Insuffisance de moyens financiers des comités de gestion des cases et comités de santé ; -Absence de sage femme -Absence d'équipements d'analyses -Faible appui des partenaires -Faiblesse des moyens financiers de la population ; -Faible accès aux moustiquaires imprégnées ; -Insuffisance d'information des populations sur les méthodes de prévention de la malnutrition	-Problème de prise en charge des soins primaires dans certaines cases de santé -Problème de prise en charge des femmes en phase d'accouchement -Problème d'évacuation	-Construire de nouvelles cases de santé -Mettre en place d'une mutuelle de santé -Former des aides soignants et des matrones pour le poste de santé et les cases de santé -Acquisition d'une nouvelle ambulance

Concernant la santé , les difficultés persistent et découlent du faible financement en équipement et en matériel de soins destinées à la population , du manque d'appui des comités de santé à prendre en charges les frais de stratégies avancées, des analyses médicales et des opérations chirurgicales qui ne peuvent pas être pratiquées dans la communauté rurale faute de personnel qualifié.

A tout cela s'ajoutent les maladies récurrentes telles que le paludisme, la malnutrition et les maladies diarrhéiques qui sévissent en période hivernale.

Quant aux maladies sur les infections sexuellement transmissibles (IST/Sida), le paludisme et leur moyen de prévention, il existe des campagnes et causeries de sensibilisation avec l'appui des partenaires.

4-3-Hygiène et Assainissement

Tableau 16: diagnostic du sous-secteur de l'Hygiène et de l'Assainissement

Potentialités	Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de Solutions
-Existence de latrine dans certaines concessions (454 au niveau communautaire) -Existence de comités de salubrité	-Faible accès aux latrines -Absence de système de collecte et d'évacuation des ordures	-Faibles moyens financiers des populations ; - Absence projet pour la mise en place de latrines -Faible organisation en comités de salubrité -Sous équipement en matériels de collecte et d'évacuation -Manque de compétences en techniques de transformation des ordures	-Utilisation de latrines traditionnelles et la nature - Développement des maladies -L'insalubrité gagne du terrain et les maladies se développent	-Sensibiliser la population pour la Construction des latrines modernes dans toutes les concessions -Organiser des séances de « set-setal » -Mettre en place un système d'assainissement (dépôts d'ordures, système d'évacuation des eaux usées)

L'hygiène et l'assainissement constitue un problème de santé publique d'où la prise en compte de cette réalité par les autorités locales de la communauté rurale de Dendeye doit être immédiat.

Des efforts ont été consentis sur l'ensemble de la communauté rurale pour la construction des latrines modernes et la vulgarisation des bonnes pratiques environnementales. De manière générale, le diagnostic du milieu révèle d'une part, un faible accès aux latrines des populations à cause des faibles moyens dont elles disposent d'où l'utilisation des latrines traditionnelles ou encore la nature.

D'autre part, l'absence d'un système de collecte des ordures ménagères et d'évacuation des eaux usées. En fait ce sont des pratiques difficilement exécutables en milieu rurales, les populations ne comprenant pas souvent le bien-fondé.

C'est ainsi qu'on constate une faible organisation des comités de salubrités, le sous équipement en matériels de collecte des ordures et d'évacuation, et le manque de compétences en techniques de récupération des ordures qui peut constituer une source de revenus. Actuellement, l'insalubrité gagne du terrain et favorise le développement des maladies

4-4-Jeunesse, sport et loisirs

Tableau 17: diagnostic du sous-secteur de la jeunesse, des sports et loisirs

Potentialités	Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de Solutions
-Existence de jeunes dans la communauté rurale -Existence d'ASC -Existence d'un terrain de football communautaire rurale -Existence d'une association de jeunes fédératrice	-Difficultés d'accès à l'emploi -Affaiblissement des organisations de jeunes dans les villages -Faible intervention des partenaires dans la promotion de la jeunesse -Insuffisance d'infrastructures de promotion de la jeunesse -Faible organisation et implication des jeunes dans la lutte contre la pauvreté -Absence d'un foyer des jeunes	-Absence de financement des projets -Exode massif des jeunes vers les villes -Absence d'orientation des investissements des partenaires par le Conseil rural dans la promotion jeunesse -Absence d'appui d'initiatives de réseautage des jeunes -Manque de formation professionnelle	-Émigration risquée -La Communauté rurale est vidée de ses bras valides -Baisse des rendements -Utilisation des enfants et femmes dans les exploitations agricoles -Vulnérabilité des jeunes -Faible développement du sport et de la culture -Faible fonctionnement des ASC	-Faciliter l'accès des jeunes aux financements - Promouvoir la solidarité inter communauté rurale des jeunes pour lutter contre la pauvreté - Construire un centre polyvalent pour les jeunes -Renforcer les capacités des ASC (sports, culture, formations professionnelles ...)

La communauté rurale de Dendeye a une population très jeune. Ainsi cette dernière qui constitue 55% de la population n'est pas en marge du développement de la communauté rurale. Au contraire, elle a une place très importante et active. De ce fait, elle s'intéresse non seulement au sport mais aussi ils mènent des actions de développement. Les jeunes ont pu s'organiser entre eux pour en créant des ASC et une association fédératrice de jeunes au niveau communautaire pour booster développement avec la sensibilisation et l'éveil des consciences. Il n'en demeure pas moins que beaucoup reste à faire et à améliorer, telles que l'emploi. Plusieurs jeunes n'arrivent pas à s'insérer, avec le marché qui est saturé et le manque d'initiatives privées, comme la création de micro-entreprises.

4-5-Hydraulique

Tableau 18: diagnostic du sous-secteur de l'hydraulique

Potentialités	Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de Solutions
-Existence d'un forage dans la communauté rural -Existence de 21 bornes fontaines public et de puits -Existence d'adductions d'eau -Existence de mares -Existence d'un comité gestion de forage	-Eau salée et non traité -Coupures fréquentes dans l'approvisionnement -Faible production du forage -Non alimentation de certains hameaux en eau -Puits non protégés et non fonctionnels -Ensablement des mares -Manque de formation des membres du comité de gestion du forage	-sous exploitation du potentiel hydraulique - mauvaise répartition spatiale des adductions d'eau - absence de politique d'hydraulique - manque de formation du comité de gestion	-Risque de maladies -Perturbation dans le réseau hydraulique -Danger public	-Construire un nouveau forage Et un château de grande capacité -Etendre les adductions d'eau -Traiter l'eau avant la distribution -Extraire le sel dans l'eau du forage -Construire de nouveaux puits -Aménager toutes mares -Former en gestion le comité de gestion du forage

Le comité de gestion des forages reste crucial en ce qui est de la gestion, de la maintenance et des modalités d'utilisation techniques et financières que nécessite le forage. Mais ce comité chargé de la gestion des forages fonctionnent difficilement parce n'ayant guère les compétences requises relatives en gestion financière, en planification, et technique des ouvrages hydrauliques.

Préoccupation majeure des populations, l'accès à l'eau potable est confronté à beaucoup d'entraves.

Tout d'abord, l'eau salée qui a un impact négatif sur les populations et sur le bétail. Ensuite des coupures répétitives du à la faible capacité de production du forage par rapport à la demande. En plus de cela, certes la quasi-totalité des villages ont au moins une borne fontaine mais il y'a certains villages et hameau desservis.

Pour ce que des puits on note la non fonctionnalité de la quasi-totalité des puits dans la communauté rurale. Pour ce qui des mares on note aussi ensablement de beaucoup d'entre elle, ce qui pose un problème de rétention.

Enfin, l'implication actuellement moindre de partenaires au développement, de l'État et du conseil rural désarmé par manque de moyens ne fait que davantage

compliquer l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement dans le domaine de l'hydraulique dans cette localité.

4-5-Ressources naturelles et Environnement

Tableau 19: diagnostic du sous-secteur des ressources naturelles et Environnement

Potentialités	Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de Solutions
-Existence de 16 mares - Existence d'une vallée morte -Existence de 08 bois villageois Existence d'une steppe arbustive -Existence d'animaux sauvages (écureuil, lapin....)	-Coupe abusive des arbres -Difficultés d'accès au bois de chauffe -Tarisement rapide des mares -Ensablement des mares -Manque de compétences pour exploiter les mares -Élagage abusive des arbres par les éleveurs -Faible intervention des partenaires pour le développement des filières	-Érosion éolienne et hydrique -Manque d'appui des partenaires -Difficultés d'alimentation du bétail -Non application du code de l'environnement; - Méconnaissance de la population des opportunités de l'environnement et les ressources naturelles	-Sous exploitation du potentiel des mares -Faibles revenus tirés du secteur ; -Disparition des mares ; -disparition de certaines espèces d'arbres et animaux -L'insécurité alimentaire	-Appliquer le code forestier (réglementation de coupe abusive de bois, l'élagage des arbres abusive ...) -Sensibiliser les populations pour une meilleure exploitation des ressources naturelles -aménager les mares afin de diminuer leur tarissement rapide et les protéger contre le sable -Revitaliser la vallée morte

Les ressources naturelles et environnementales dont la majeure partie fait l'objet de protection par les services étatiques sont malgré tout menacées par les effets néfastes du climat, les actions anthropiques dans la communauté rurale. Elles se

raréfient progressivement et les actions pour les pérenniser demeurent très faibles et inefficaces.

Les populations manquent de compétences pour exploiter les mares qui peuvent être source de revenus avec des activités maraichères.

Le constat général à faire est que le milieu physique les ressources forestières sont encore présentes à Dendeye. Il s'agit à présent de mettre sur pied les bonnes stratégies pour les exploiter de manière optimale en trouvant les ressources humaines et financières nécessaires.

La conservation de l'environnement à un coût mais elle est indispensable pour un développement durable.

5- Le Secteur institutionnel et organisationnel

5-1-Le Conseil Rural

Tableau 20: diagnostic du Conseil Rural

Potentialités	Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de Solutions
-Dynamisme du bureau exécutif -Disponibilité des conseillers et des animateurs -Assistant communautaire opérationnel -contributions des partenaires au développement	-Faible implication des femmes aux fonctions politiques -Faible du niveau d'étude des conseiller - Recouvrement de la taxe rurale en deçà des prévisions -Faiblesse des moyens matériels	-Influence de la religion islamique -Faiblesse des revenus -Mauvaise perception des populations sur la taxe rurale -Faiblesse des fonds	-Peu de réalisation au compte de la CR -Dépendance financière par rapport aux ONG et Projets	-Elaborer et exécuter un plan de formation pour les conseillers en décentralisation et développement local - appui logistique -Augmenter le budget de la CR - Impliquer davantage les femmes.

L'actuel Conseil est issu des élections locales de l'an 2009 et est composé de 32 conseillers ruraux dont 29 hommes et 3 femmes. La majorité des conseillers est analphabète. L'analyse montre que tous les villages ne sont pas représentés au niveau du Conseil Rural.

Cependant on note une bonne répartition des conseillers car toutes les zones ont au moins quatre conseillers. Ceci peut se traduire par une bonne représentativité des zones pour le développement de la communauté rurale. La faible représentativité des femmes dans l'institution locale est tributaire de la politique, « des quotas » que le parti majoritaire applique.

En outre, cette situation traduit le second rôle qui est toujours attribué à la femme à cause de la forte influence de l'interprétation faite des textes islamiques dans la communauté rurale.

5-2-L'administration locale : la sous-préfecture

Tableau 21: diagnostic de la sous-préfecture

Potentialités	Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de Solutions
-Existence d'un logement pour le sous préfet -Existence d'une logistique bureautique et état civil -Existence d'un personnel (sous préfet et son adjoint)	-Manque de sécurité (voleurs, délinquants) -Service en mauvais état avec absence de clôture -Insuffisance du matériel de bureau -Absence de logement pour l'adjoint	-Défaut de maintenance -faiblesse de la dotation en fonds et équipements	-Conditions de travail difficile -lenteur administrative -non respect des décrets préfectoraux	-Faire fonctionner le poste de la gendarmerie de Kael -Renforcer le personnel -Construire un logement pour l'adjoint -Réfectionner et clôturer le service -Affecter un policier

La présence de l'autorité de la sous préfecture ne semble pas peser au niveau des villages de Dendeye. Les populations sont plus imprégnées des activités au niveau de la communauté rurale qu'au niveau arrondissement. Ceci peut s'expliquer par la proximité du siège du conseil rural d'avec ses populations mais aussi du manque de matériels logistique de la sous préfecture, qui fait que la gestion de proximité ne se fait pas comme elle devrait.

5-3-Le Centre d'Appui au Développement Local

Tableau 22: diagnostic du C.A.D.L

Potentialités	Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de Solutions
-Existence d'un logement du chef du CADL en bon état. -Existence d'un personnel Existence d'un magasin	-Insuffisance du personnel -Vétusté des autres logements et du magasin -Absence de moyen de déplacement -Absence de	-Non renouvellement du parc automobile -mauvais entretien des locaux -faiblesse des fonds de dotation	- limites des activités du CADL	-Renforcer le personnel du CADL -Réfectionner les autres logements -Réfectionner le service et le magasin -Doter au

	téléphone fixe et d'équipement informatique			CADL un moyen de déplacement, une ligne de téléphone fixe et du matériel informatique
--	--	--	--	--

Les problèmes que le CADL rencontre découlent vers une incapacité à accomplir correctement sa mission de développement des villages des communautés rurales de l'arrondissement de Kael.

Néanmoins, il convient de dire que le CADL est bien perçu par les populations qui perçoivent sa place et son rôle pour un développement autogéré et durable.

5-3-Les GIE et GPF

Tableau 23: diagnostic des GIE et GPF

Potentialités	Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de Solutions
-Existence d'un GIE de la transformation céréalière -Existence de GPF qui mène des activités génératrices de revenus - la plupart des membres de GIE et GPF ont eu à subir des formations avec des partenaires	-Mauvaise gestion des fonds ; -Absence d'un système de contrôle efficace au sein de ces groupements -manque de légalité administrative	-taux d'alphabétisation faible des membres des GIE et GPF - les hommes sont en général peu impliqués dans les GIE - pléthore de GPF et GIE, manque de fédération	- revenus tirés des activités est faible - les activités économiques ne s'inscrivent pas dans le long terme	- Renforcer les bénéficiaires (GIE, GPF) en gestion financières et faire des suivis et évaluation des projets

Les GPF et GIE au niveau de Dendeye devraient fédérer leur force, pour tirer plus de bénéfices au niveau de leurs activités économiques. Ceci pourrait notamment encourager les partenaires à les financer. Pour ce qui est du développement de la localité, les ONG, unies, pourraient avoir beaucoup plus d'effet et être des acteurs privilégiés dans les programmes de développement.

5-4-Le poste vétérinaire

Tableau 24: diagnostic du poste vétérinaire

Potentialités	Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de Solutions
-Existence d'un ATE chef du poste vétérinaire et une moto	-Absence de poste et de logement construit pour le chef du poste de vétérinaire -Absence de matériel bureau et informatique -Insuffisance de médicaments pour le bétail -Absence de crédit de fonctionnement	-Insuffisance de moyens financiers	-Limite dans son fonctionnement	-Construire un poste vétérinaire et un logement pour le chef de poste vétérinaire -Equiper le poste vétérinaire en équipement de bureau et informatique -Doter une ligne de crédit de fonctionnement au poste vétérinaire

Le poste vétérinaire devait être un atout considérable pour l'élevage au niveau de la communauté rurale de Dendeye. Mais tel n'est pas le cas, à cause de l'insuffisance de moyens et la méconnaissance de son existence par la population au niveau de l'Arrondissement. de ce fait pour aider les éleveurs à protéger leurs animaux il faut doter le poste vétérinaire de moyens adéquat pour un bon déroulement de son travail.

5-5-Les ONG et Projets

Tableau 25: diagnostic des O.N.G et Projets

Potentialités	Contraintes	Causes	Conséquences	Hypothèses de Solutions
-Existence d'ONG venant de l'extérieur -Existence de porteurs de projets	-Insuffisance d'acteurs locaux engagés à porter des projets -Manque de formation des porteurs de projets -Insuffisance de ONG qui intervient dans la CR	-Exode rural -Faible taux d'alphabétisation	-Les objectifs des projets de développement sont rarement atteints à plus de 50%	-Sensibiliser les jeunes à initier des projets pour stopper l'exode rural -Former les acteurs en gestion de projets

L'intervention de ces organismes non gouvernementaux est un appui principal du Conseil Rural pour développer la collectivité locale, ainsi que les GIE et GPF. Il faudrait cependant qu'ils relèvent le défi de l'augmentation des ressources humaines qualifiées. En effet, nous notons que les actions de développement initiées par les ONG et Projets ne sont pas toujours viables, parce qu'il n'y a pas de suivi après leur intervention. De ce fait il faut préparer les populations bénéficiaires à leur autogestion.

6-Bilan diagnostic :

Tableau 26: synthèse du diagnostic

SECTEURS		ATOUPS	CONTRAINTES	HYPOTHESES DE SOLUTIONS
PRIMAIRE	Agriculture	-Existence des terres cultivable -Existence de matériels agricoles -Existence d'intrants -Existence d'une vallée morte -Existence d'un institut de pédologie	-Insuffisance du matériel agricole -Insuffisance et mauvaise qualité des semences - empiètement du bétail dans les zones de culture -Retard dans la mise en place des intrants -Sols infecté et pauvres -Non accessibilité des femmes à la terre et aux semences -Non exploitation de la vallée morte -Problème de commercialisation la production agricole	-Augmenter le capital semencier et le matériel agricole -Améliorer la qualité des semences -Désinfecter les sols avec les fongicides - faire le phosphatage de fond -Faciliter l'accès à la terre aux femmes -Mettre en place un cadre de concertation entre éleveurs et agriculteurs -Mettre en place une fourrière communautaire -Aménager d'autres parcours de bétail. - appuyer les organisations paysannes pour la commercialisation de leur produit

	Maraichage	-Existence de terres propice aux activités maraichères -Existence de 16 Mares	-Absence d'activités maraichères -Absence de paragrammes qui appuient le maraichage	-Mettre en place des projets d'appui pour des activités maraichères -Sensibiliser la population sur l'importance du maraichage -Organiser des sessions de formation sur les techniques maraichères
	Elevage	-Existence d'un cheptel (2175 de bovins, 3020 d'ovins, 3440 de caprins, 850 d'équins ,300 d'asiniens et 15430 de volailles) -Existence de zones de pâturage -Existence de parcs de vaccination -Existence d'aliment de bétail -Existence de service technique vétérinaire -Existence de mares	-Vol de bétail -Insuffisance de zones de pâturages -Les épizooties -Rétrécissement des parcours de bétail -Retard dans la mise en place d'aliment de batail -Insuffisance d'aliment de bétail -Méconnaissance de services techniques vétérinaires -Conflits entre éleveurs et agriculteurs -Abreuvoir inexistants	-Vulgariser les services techniques vétérinaires -Elargir les parcours de bétail -Former des auxiliaires vétérinaires dans chaque zone -Construire des enclos villageois -Instaurer un comité de veille dans chaque village -Mettre en place un comité de concertation entre éleveurs et agriculteurs - Construire des abreuvoirs -Aménager des bassins de rétention
	Pêche	-Existence de 16 mares	-Inexploitation des mares.	-Aménager certaines mares en bassins de rétention pour y mener

			-Ensablement des mares	des activités de pisciculture
SECONDAIRE	Artisanat	-Existence d'artisanats -Existence d'un atelier de menuisier métallique -Existence d'atelier de tailleurs	-Absence de local (village artisanal) -Absence de marché et lieux d'exposition - Sous équipement des artisans - Faible compétences des artisans en organisation	- Renforcer les capacités des artisans à travers des formations et des financements - Appuyer la création d'ateliers dans toutes les zones
	Energie	-Existence du soleil -Existence d'un réseau électrique dans un seul village. -Existence du bois de chauffe -Existence de gaz butane	-Faible extension du réseau électrique (Sénélec dans les gros villages -Cout élevé d'électricité et du gaz butane -Rareté du bois chauffe et coût élevé des autres combustibles domestiques	-Promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables -Promouvoir l'utilisation du biogaz -Introduire des programmes pour l'utilisation des foyers améliorés -Etendre le réseau électrique aux gros villages, poursuivre le programme d'électrification
	Micros entreprises	Existence de GIE De transformation des produits	- Grande part du travail manuel dans les productions	- Créer une unité de transformation moderne - Renforcer les capacités matérielles

		céréalières Existence de GIE intervenant dans le domaine de l'agro silvopastorale Existence d'atelier de menuisier métallique et de tailleurs	-Insuffisance de matériels et outils de travail	des unités de transformation - Désenclaver les zones centre
TERTIAIRE	Commerce	-Existence de commerçants et commerçantes -Existence de produits commerciaux Existence de points de vente (Boutique) -Existence de halle dans certains villages -Intervention des IMF pour appuyer financièrement les commerçants -Proximité de deux grandes villes Touba,	-Faibles moyens financiers des commerçants et manque d'organisation -Inexistant de marché hebdomadaire dans la communauté rurale pour qu'il de d'échange. -Inexistence de pistes de production -Absence de magasin stockage dans certains villages	-Construire des pistes de production -Mettre en place un marché hebdomadaire dans la localité -Construire d'une halle dans chaque village -Former les commerçants en technique de commerce -Construire des magasins de stockage -Instaurer des lignes de crédits pour les commerçants

		Mbacké	-Absence de halle des beaucoup de village -Taux d'intérêt élevé des IMF	
	Transport	-Existence des voitures de transport - Existence d'une seule piste latéritique dans la communauté rurale	-Enclavement de beaucoup de zones -Inexistants de pistes inter villageoises -Mauvais état des pistes principales et secondaires ; pistes difficilement praticables -Faibles investissements privés dans le transport automobile	-Augmenter le budget du conseil rural -Réhabiliter les pistes principales et secondaires afin de désenclaver les zones enclavées pour faciliter le transport, -Initier les populations à entreprendre des projets de transport communautaire
	Télécommunication	-Existence d'un réseau mobile -Couverture d'un réseau télé et radio Possibilité de connecter à l'internet	-Instabilité de certains réseaux mobiles -Accès difficile à la connexion de l'internet -Problème à recharger les téléphones	-Renforcer certains réseaux mobiles faciliter la connexion internet -Etendre le réseau électrique

			portables	
	Epargne et crédit	Existences des GIE -GPF affiliés à la fédération nationale -Appui des partenaires financiers comme The hunger projet et Cauri -Existence des partenaires financiers : mutuelles d'épargne et de crédits (MEC	-Absence de banque classique -Insuffisance des sommes allouées -Taux d'intérêt élevé -Faibles capacité de la MEC à satisfaire les demandes -Mauvaises gestion des fonds alloués	-Diminuer les taux d'intérêt -Former des les bénéficiaires pour une bonne gestion des fonds alloués -Mettre en place une MEC spécifique pour la communauté rurale
QUATERNAIRE	Education	-Existence de 06 écoles élémentaires -Existence d'un personnel éducatif -Existence de fourniture -Existence d'APE -Existence de cantine scolaire -Existence de 14 daaras	-Absence d'écoles dans certains villages -Absence structure préscolaire -Mariage précoce -Difficulté d'accès aux écoles pour certains élèves -Absence de CEM dans la localité Problème d'alphabétisation	-Construire une école dans les villages qui n'en ont pas -Construire des structures préscolaires -Augmenter les salles dans certaines écoles -Construire des centres d'alphabétisation au niveau des villages centres -Appuyer les daaras financièrement -Sensibiliser les parents sur les mariages précoces

	Santé	-Existence d'un poste de santé -Existence d'aides soignants et de matrones -Existence de badianougokh -Existence d'association de relais en santé communautaire -Existence de comités de santé -Existence d'une ambulance	-Case de santé délibéré et non fonctionnelle -Absence d'une maternité et de sage femme qualifiée -Insuffisance du personnel dans le poste de santé -Ambulance en mauvais état -Manque de chauffeur pour l'ambulance	-Construire de nouvelles cases de santé -Mettre en place une mutuelle de santé -Former des aides soignants et des matrones pour le poste de santé et les cases de santé -Acquisition d'une nouvelle ambulance
	Hygiène et assainissement	-Existence de latrine dans certaines concessions -Existence de comités de salubrité	-Faible accès aux latrines -Absence de système de collecte et d'évacuation des ordures	-Sensibiliser la population pour la -- -Construction des latrines modernes dans toutes les concessions -Organiser des séances de « set-setal » -Mettre en place un système d'assainissement (dépôts d'ordures, système d'évacuation des eaux usées)
	Jeunesses, sport et loisirs	-Existence de jeunes dans la communauté rurale -Existence d'ASC -Existence d'un	-Difficultés d'accès à l'emploi -Affaiblissement des organisations de jeunes dans les villages	-Faciliter l'accès des jeunes aux financements - Promouvoir la solidarité inter communauté rurale des jeunes pour lutter contre la pauvreté - Construire un centre polyvalent

		terrain de football communauté rurale -Existence d'une association de jeunes fédératrice	-Faible intervention des partenaires dans la promotion de la jeunesse -Insuffisance d'infrastructures de promotion de la jeunesse -Faible organisation et implication des jeunes dans la lutte contre la pauvreté -Absence d'un foyer des jeunes	pour les jeunes -Renforcer les capacités des ASC (sports, culture, formations professionnelles...)
	Hydraulique	Existence d'un forage dans la communauté rural -Existence de borne fontaine public et de puits -Existence d'adductions d'eau -Existence de 16 mares -Existence d'un comité gestion de forage	-Eau salée et non traité -Coupures fréquentes dans l'approvisionnement -Faible production du forage -Non alimentation de certains hameaux en eau - Puits (14) non protégés et non fonctionnels -Ensablement des mares -Manque de	-Construire un nouveau forage Et un château d'eau de grande capacité -Etendre les adductions d'eau -Traiter l'eau avant la distribution -Extraire le sel dans l'eau du forage -Construire de nouveaux puits -Aménager toutes mares -Former en gestion le comité de gestion du forage

			formation des membres du comité de gestion du forage	
	Ressources Naturelles et environnementales	-Existence de 16 mares - Existence d'une vallée morte -Existence de 08 bois villageois -Existence d'une steppe arbustive -Existence d'animaux sauvages (écureuil, lapin....)	-Coupe abusive des arbres -Difficultés d'accès au bois de chauffe -Tarisement rapide des mares -Ensablement des mares -Manque de compétences pour exploiter les mares -Élagage abusive des arbres par les éleveurs -Faible intervention des partenaires pour le développement des filières	-Appliquer le code forestier (réglementation de coupe abusive de bois, l'élagage des arbres abusive ...) -Sensibiliser les populations pour une meilleure exploitation des ressources naturelles -aménager les mares afin de diminuer leur tarisement rapide et les protéger contre le sable -Revitaliser la vallée morte

INSTITUTIONNEL ET ORGANISATIONNEL	Le conseil rural	-Dynamisme du bureau exécutif -Disponibilité des conseillers et des animateurs -Assistant communautaire opérationnel -contributions des partenaires au développement	-Faible implication des femmes aux fonctions politiques -Faible du niveau d'étude des conseiller - Recouvrement de la taxe rurale en deçà des prévisions -Faiblesse des moyens matériels	-Elaborer et exécuter un plan de formation pour les conseillers en décentralisation et développement local - appui logistique -Augmenter le budget de la CR - Impliquer davantage les femmes.
	La sous préfecture	-Existence d'un logement pour le sous préfet -Existence d'une logistique bureautique et état civil -Existence d'un personnel (sous préfet et son adjoint)	-Manque de sécurité (voleurs, délinquants) -Service en mauvais état avec absence de clôture -Insuffisance du matériel de bureau -Absence de logement pour l'adjoint	-Faire fonctionner le poste de la gendarmerie de Kael -Renforcer le personnel -Construire un logement pour l'adjoint -Réfectionner et clôturer le service -Affecter un policier
	Le CADL	-Existence d'un logement du chef du CADL en bon état. -Existence d'un personnel - Existence d'un	-Insuffisance du personnel -Vétusté des autres logements et du magasin -Absence de moyen de déplacement	-Renforcer le personnel du CADL -Réfectionner les autres logements -Réfectionner le service et le magasin -Doter au CADL un moyen de déplacement, une ligne de téléphone fixe et du matériel informatique

		magasin	-Absence de téléphone fixe et d'équipement informatique	
	Les OCB	-Existence d'un GIE de la transformation céréalière -Existence de GPF qui mène des activités génératrices de revenus - la plupart des membres de GIE et GPF ont eu à subir des formations avec des partenaires	-Mauvaise gestion des fonds -Absence d'un système de contrôle efficace au sein de ces groupements -manque de légalité administrative	- Renforcer les bénéficiaires (GIE,GPF) en gestion financières et faire des suivis et évaluation des projets
	Le poste vétérinaire	-Existence d'un ATE chef du poste vétérinaire et une moto	-Absence de poste et de logement construit pour le chef du poste de vétérinaire -Absence de matériel bureau et informatique -Insuffisance de médicaments pour le bétail	-Construire un poste vétérinaire et un logement pour le chef de poste vétérinaire -Equiper le poste vétérinaire en équipement de bureau et informatique -Doter une ligne de crédit de fonctionnement au poste vétérinaire

			-Absence de crédit de fonctionnement	
	Les ONG et projets	-Existence d'ONG venant de l'extérieur -Existence de porteurs de projets	-Insuffisance d'acteurs locaux engagés à porter des projets -Manque de formation des porteurs de projets -Insuffisance de ONG qui intervient dans la CR	-Sensibiliser les jeunes à initier des projets pour stopper l'exode rural -Former les acteurs en gestion de projets

TROISIEME PARTIE : LA PLANIFICATION

1-Les Axes Prioritaire du Développement

Après avoir dégagé les potentialités et les contraintes de la communauté rurale de Dendeye, des esquisses de solution ont été proposées. Pour être raisonnable, toutes les actions ne peuvent pas connaître leur pleine réalisation dans cet horizon temporel fixé pour le présent plan local de développement. Les ressources étant limitées, il convient alors de faire des choix stratégiques pour parer au plus urgent. Comme il a été rappelé, planification est un acte de souveraineté et traduit pour ainsi dire l'engagement des acteurs locaux à prendre en main leur propre destin tout en restant unis à la vision commune de toute la nation exprimée dans les grandes orientations de développement définies par les plus hautes autorités. Aussi les axes retenus s'inscrivent parfaitement dans les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) monnayés dans les quatre axes du DSRP II et pris en charge dans le PRDI de la région de Diourbel. En clair, la communauté rurale ayant mesuré avec lucidité ses possibilités et les défis majeurs prioritaire à relever, a arrêté les axes suivants pour réduire la pauvreté dans la localité.

- Redynamiser une agriculture et un élevage intensif
- Appuyer les jeunes dans l'initiation de projets pour réduire le chômage et l'exode rural.
- Faciliter l'accès aux services sociaux de base
- Favoriser l'éducation des enfants
- Impliquer d'avantage la gente féminine dans la gestion des affaires publiques

2- l'Objectif Général de Développement

Ce présent Plan local de développement a pour objectif général assoir un développement économique et social de la communauté rurale de Dendeye.

3-Les Objectifs Spécifiques de Développement

- Etendre le réseau électrique dans les zones centres de la communauté rurale
- Augmenter le nombre de salles de classes dans les écoles déjà construites
- Construire les structures préscolaires (case des tous petits) pour la petite enfance
- Faciliter l'accès des intrants agricoles aux producteurs
- Faciliter la commercialisation de la production agricole
- Lutter contre le vol de bétail
- Améliorer la qualité des soins et augmenter la couverture sanitaire
- Renforcer les capacités des élus locaux pour accompagner le processus de décentralisation
- Augmenter le taux de scolarisation
- Impliquer davantage les femmes dans la gestion des affaires locales

4- Stratégie et Lignes d'Actions

Améliorer et faciliter l'accès aux services sociaux de bases aux populations.

Redynamiser les principales activités du secteur primaire.

Renforcer les capacités des structures décentralisées et déconcentrées, les institutions et organisations locales.

5- Programmes d'Actions Prioritaires

Sous secteur	Actions à mener	Localisation	Groupe cible	Faisabilité		Partenaires				Estimation en Fcfa	Echéancier / Année				
				Atouts	Limites	Etat	C R	Partenaires	Pop		A 1	A 2	A 3	A 4	A 5
Agriculture	Fertiliser les sols (phosphatage de fond)	Toutes les zones culturales du CR	Pop Agr	Existence d'une main d'œuvre	Insuffisance des moyens financiers	X	X	X IPN , PSAOP	X	60.000.000	X	X	X	X	X
	Renouvellement du matériel agricole	Toute la communauté rurale	Pop Agr	Existence d'une politique de renouvellement	Insuffisance des moyens financiers des agriculteurs	X		X		80.000.000	X	X	X	X	X
	Augmenter le capital semencier	Toute la communauté rurale	Agr	Existence de programme Etatique	Faible implication des agriculteurs	X		X		30.000.000	X	X			
	Mettre en place des engrais de qualité (engrais de saison)	Toute la communauté rurale	Agr	Subvention des prix du sac de l'engrais	Insuffisance de la quantité	X		X The Hunger project		25.000.000	X	X	X	X	X

Maraichage	Aménager la vallée morte en bassin de rétention et enfoncer les puits	Tous les villages abritant une mare	Pop	Existence d'une main d'œuvre	Manque de moyens financiers	X	X	X		20.000.000					X	X
	Sensibiliser les populations sur le maraichage	Toute la communauté rurale	Pop	Existence d'une main d'œuvre	Insuffisance des moyens financiers	X		X	X	1.500.000		X	X			
Elevage	Créer un comité inter villageois pour lutter contre le vol de bétail	Toute la communauté rurale	Pop	Existence de lois qui interdisent le vol	Mauvaise application des lois	X	X	X	X	800.000	X					
	Elargir les zones de pâturage	Toute la communauté rurale	Elev Agri	Existence de l'espace	Manque de concertation	X	X		X	800.000	X					
	Former des auxiliaires vétérinaires	Chaque zone centre	Elev	Existence de personne ressource	Manque d'initiative	X	X	X		2.000.000	X	X				
	Construire de nouveaux abreuvoirs	Dendeye Ndiawaldy Nguérane	Elev	Existence de l'espace	Insuffisance des moyens	X	X	X		20.000.000			X	X		

		Ndjolofène			financiers										
	Mette en place un cadre de concertation entre éleveurs et agriculteurs	La communauté rurale	Elev et Agri	Existence de personnes ressources	Manque de volonté	X	X		X	XXXXXX	X				
Pêche	Mettre en place un programme d'exploitation des mares avec des activités de pisciculture	Les villages abritant les mares	Pop	Existence de mares	Insuffisance de moyens financiers	X	X	X	X	90.000.000		X	X	X	X
TOTAL DU SECTEUR PRIMAIRE										330.100.000					
Artisanat	Construire un local pour les artisans	Dendeye	Artisans	Existence de l'espace	Manque de moyens financiers	X	X	X		25.000.000				X	
	Renforcer les capacités des artisans à travers des formations et des financements	La communauté rurale	Artisans	Diversité des artisans	Manque d'organisation		X	X		3.000.000			X	X	

Energie	Etendre le réseau électrique	Chaque zone centre	Pop	Existence d'une politique d'électrification rurale	Insuffisance des moyens financiers	X		X		180.000.000		X	X	X	X
	Sensibiliser les ménages pour l'utilisation des foyers améliorés	Toute la communauté rurale	Pop	Existence du bois de chauffe et du charbon	Méconnaissance des ménages	X	X	X		2.000.000		X		X	
	Sensibiliser la population à utiliser des énergies renouvelables	Toute la communauté rurale	Pop	Existence du soleil et du vent	Insuffisance des moyens financiers	X	X	X		2.000.000	X		X		
Micros entreprises	Renforcer les capacités matérielles des unités de transformation	Zone centre	GIE, GPF	Existence de la matière	Insuffisance des moyens techniques et financiers	X		X		30.000.000			X	X	X

TOTAL DU SECTEUR SCONDAIRE										242.000.000					
Commerce	Mettre en place un marché hebdomadaire	Dendeye	Pop	Existence de l'espace	Manque de volonté		X	X	X	1.500.000		X			
	Aménager des pistes de production	Vers chaque village centre	Pop	Faible superficie de la CR	Insuffisance des moyens financiers	X	X	X		250.000.000		X	X	X	X
	Construire un magasin stockage	Chaque village centre	Pop	Existence de l'espace	Insuffisance de moyens financiers	X	X	X		25.000.000	X	X	X		
	Construire des Halles	Chaque zone centre	Pop	Existence de l'espace	Manque de moyens de financiers	X	X	X		15.000.000			X	X	X
Transport	Construire des pistes inter villageoises	La communauté rurale	Pop	Faible distance entre les villages	Insuffisance des moyens financiers	X	X	X		150.000.000			X	X	X
	Sensibiliser la population à entreprendre des projets de	La communauté rurale	Pop	Existence de personnes	Manque de motivation		X		X	800.000	X				

	transports communautaire			ressources											
Télécommunication	Renforcer certains réseaux mobiles	Toute la communauté rurale	Pop					X		XXXXXXX		X			
Epargne et crédits	Renforcer la capacité financière du GEC de Samcontor	Samcontor	Pop	Existence de beaucoup de membre	Faiblesse des prêts alloués aux membres		X	X The hunger project	X	50.000.000	X	X	X	X	X
	Augmenter les sommes allouées aux membres du MEC	La communauté rurale	Pop	Existence de fonds	Faible capacité financière			X	X	XXXXXXX		X			
	Diminuer les taux d'intérêts		Membres du Mutuelle							XXXXXXX		X			
TOTAL SECTEUR TERTIAIRE										492.300.000					

Education	Clôturer les écoles	Dendeye Ndiawaldy Guérane Ndjolofoène Keur cheikh Diop	Pop	Disponibilité d'une main d'œuvre et délibération du CR	Manque de financement	X	X	X		35.000.000	X	X	X		
	Construire des salles de classes	Dendeye Ndiawaldy Guérane Ndjolofoène Keur Cheikh Diop	Pop	Disponibilité d'une main d'œuvre et délibération du CR	Manque de financement	X	X	X		80.000.000				X	X
	Construire une case des tous petits	Ndjolofoène	Petite enfance	Disponibilité d'une main d'œuvre et délibération du CR	Manque de financement	X	X	X		15.000.000		X	X		
	Sensibiliser les parents sur les mariages précoces	Toute la communauté rurale	Pop	Existence APE	Manque de motivation		X	X		2.000.000	X	X	X	X	X
Santé	Renforcer les capacités des	Dendeye Sam	Matrone et	Existence d'un	Insuffisance de	X		X		2.000.000	X	X			

	matrones et aides soignants	Contor Ndjolofène	aides soignants	poste et un ICP	moyens financiers			The hunger project							
	Augmenter le personnel dans le poste de santé (Sage femmes)	Dendeye	Pop	Existence d'une maternité	Absence d'un personnel qualifié	X	X	X		XXXXXXX	X	X	X	X	X
	Construire une case de santé	Nguérane	Pop	Existence de l'espace	Manque de financement		X	X	X	10.000.000		X	X		
	Equiper les cases de santé	Sam Contor Ndjolofène	Pop	Existence d'un local	Insuffisance des moyens financiers		X	X	X	8.000.000		X	X	X	X
	Clôturer la case de santé	Njolofène	Pop	Existence d'un comité de santé	Insuffisance des moyens financiers		X	X	X	4.000.000			X		
	Acquérir une nouvelle ambulance	Poste de santé de Dendeye	Pop	Existence d'un comité de santé	Insuffisance des moyens financiers	X	X	X	X	12.000.000			X		

Hygiène et assainissement	Mettre en place un programme social pour la construction de latrines	Toute la communauté	Pop	Existence d'une volonté du CR	Manque de financement		X	X	X	10.000.000	X	X	X	X	X
	Aménager des dépôts d'ordures	Chaque village de la communauté rurale	Pop	Existence de l'espace	Manque de motivation du CR		X	X	X	5.000.000	X				
Jeunesse, sport et loisirs	Construire un foyer des jeunes	Gouygui	Jeunes	Existence d'une association de jeune	Manque de financement	X	X	X		25.000.000		X	X		
	Clôturer le terrain de foot communautaire	Gouygui	Jeunes	Existence de l'espace	Manque de financement	X	X	X		40.000.000				X	X
Hydraulique	Construire un nouveau forage et un château d'eau de grande capacité	NGuérane	Pop	Existence d'une nappe phréatique adaptée	Insuffisance des moyens financiers	X	X	X	X	95.000.0000		X	X	X	
	Réhabiliter et sécuriser les puits	Toute la communauté rurale	Pop	Existence d'une main d'œuvre	Manque de motivation	X	X	X		10.000.000				X	X

	Etendre les adductions d'eau	Vers les Hameaux	Pop	Existence d'un appui extérieur	Insuffisance des moyens financiers	X	X	X		30.000.000				X	X
Ressources naturelles et environnementales	Sensibiliser les populations pour une meilleure exploitation des ressources naturelles	Toute la communauté rurale	Pop	Existence d'une commission environnementale	Manque d'organisation		X	X		3.000.000	X	X		X	
	Organiser des journées de reboisement	Toute la communauté rurale	Pop	Existence d'une commission environnementale	Manque d'organisation	X	X	X	X	8.000.000	X	X		X	X
TOTAL DU SECTEUR QUATERNAIRE										394.000.000					
Conseil rural	Renforcer les capacités en décentralisation et développement local des élus locaux avec un plan de	Dendeye	Elus locaux	Existence de partenariat en formation	Insuffisance des fonds alloués au renforcement de capacité	X	X	X		3.000.000			X		

	formation														
OCB	Formaliser les GPF	Toute la communauté rurale	GPF, GIE	Existence de services compétents	Méconnaissance des procédures	X	X	X		XXXXXX		X	X	X	X
	Renforcer les capacités des membres des GPF et GIE en gestion	Toute la communauté rurale	GPF et GIE	Existence des sessions de formation	Manque de suivi après la formation	X		X		3.000.000		X			
TOTAL DU SECTEUR INSTITUTIONNEL ET ORGANISATIONNEL										6.000.000					
	LE COUT TOTAL DE REALISATION DU PROGRAMME D’ACTIONS PRIORITAIRES EST ESTIME A : 1.466.100.000 FCFA														

6- Programme d'Investissement Local

Sous secteur	Actions prévues	Quantité	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Cout total
Agriculture	Fertiliser les sols (phosphatage de fonds)	Toute la communauté rurale	10.000.000	10.000.000	10.000.000	10.000.000	10.000.000	10.000.000	60.000.000
	Renouvellement du matériel agricole	Toute la communauté rurale	10.000.000	15.000.000	15.000.000	10.000.000	15.000.000	15.000.000	80.000.000
	Augmenter le capital semencier	Toute la communauté rurale	15.000.000	15.000.000	X	X	X	X	30.000.000
	Mettre en place des engrais de qualité	Toute la communauté rurale	5.000.000	5.000.000	5.000.000	5.000.000	5.000.000	X	25.000.000
Maraichage	Aménager les mares en bassin de rétention		X	X	X	10.000.000	10.000.000	X	20.000.000
	Sensibiliser les populations sur le maraichage		X	7.000.000	8.000.000	X	X	X	1.500.000
Elevage	Créer un comité inter villageois pour lutter contre le vol de bétail et une fourrière	1	800.000	X	X	X	X	X	800.000
	Elargir les zones de	Toute la	800.000	X	X	X	X	X	800.000

	pâturages et les parcours de bétail	communauté rurale							
	Former des auxiliaires vétérinaires	5	1.000.000	1.000.000	X	X	X	X	2.000.000
	Construire de nouveaux abreuvoirs, u parc de vaccination	4	X	10.000.000	X	10.000.000	X	X	20.000.000
Pêche	Mettre en place un programme d'exploitation des mares avec des activités de piscicultures	4	X	X	25.000.000	25.000.000	25.000.000	15.000.000	90.000.000
Artisanat	Construire un local pour les artisans	1	X	X	X	25.000.000	X	X	25.000.000
	Renforcer les capacités des artisans à travers des formations et des financements	15	X	X	1.500.000	1.500.000	X	X	3.000.000

Energie	Etendre le réseau électrique	4 villages centres	30.000.000	X	60.000.000	X	60.000.000	30.000.000	90.000.000
	Sensibiliser les ménages pour l'utilisation des foyers améliorés	Pop	X	1.000.000	X	1.000.000	X	X	2.000.000
	Sensibiliser la population à utiliser les énergies renouvelables	Pop	1.000.000	X	1.000.000	X	X	X	2.000.000
Micros entreprises	Renforcer les capacités matérielles des unités de transformation	5	X	X	10.000.000	10.000.000	10.000.000	X	30.000.000
Commerce	Mettre en place un marché hebdomadaire	1	X	1.500.000	X	X	X	X	1.500.000
	Aménager des pistes de production	5	X	100.000.000	50.000.000	50.000.000	X	50.000.000	250.000.000
	Construire des magasins de stockages	3	10.000.000	10.000.000	5.000.000	X	X	X	25.000.000
	Construire des halles	3	X	X	5.000.000	5.000.000	5.000.000	X	15.000.000
Transport	Construire des								

	pistes inter villageoises		X	X	15.000.000	50.000.000	50.000.000	15.000.000	150.000.000
	Sensibiliser la population à entreprendre des projets de transports communautaire	Pop	800.000	X	X	X	X	X	800.000
Epargne et crédit	Renforcer la capacité financière de la MEC de Sam Contor	1	10.000.000	10.000.000	10.000.000	5.000.000	5.000.000	10.000.000	50.000.000
Education	Clôturer les écoles	4	10.000.000	10.000.000	15.000.000	X	X	X	35.000.000
	Construire une case des tous petits	1	X	15.000.000	X	X	X	X	15.000.000
	Construire des salles de classes	8	X	X	X	X	40.000.000	40.000.000	80.000.000
	Sensibiliser les parents sur les mariages précoces	Pop	1.000.000	X	1.000.000	X	X	X	2.000.000
Santé	Renforcer les capacités des matrones et aides soignants	5	1.000.000	1.000.000	X	X	X	X	2.000.000

	Construire une case de sante	1	X	5.000.000	5.000.000	X	X	X	10.000.000
	Equiper les cases de santé	3	4.000.000	4.000.000	X	X	X	X	8.000.000
	Clôturer la case de santé	1	X	X	4.000.000	X	X	X	4.000.000
	Acquérir une nouvelle ambulance	1	X	12.000.000	X	X	X	X	12.000.000
Hygiène et assainissement	Mettre en place un programme social pour la construction de latrines	Toute la communauté rurale	5.000.000	5.000.000	5.000.000	5.000.000	5.000.000	X	10.000.000
	Aménager les dépôts d'ordures	Toute la communauté rurale	1.000.000	1.000.000	1.000.000	1.000.000	1.000.000	X	5.000.000
Jeunesse, sport et loisirs	Construire un foyer des jeunes	1	X	X	15.000.000	10.000.000	X	X	25.000.000
	Clôturer le terrain de foot communautaire	1	X	X	X		20.000.000	20.000.000	40.000.000
Hydraulique	Construire un								

	nouveau forage et un château d'eau de grande capacité	1	45.000.000	40.000.000	X	X	X	X	95.000.000
	Réhabiliter et sécuriser les puits		5.000.000	X	5.000.000	X	X		10.000.000
	Etendre les adductions d'eau	Les Hameaux	X	X	X		15.000.000	15.000.000	30.000.000
Ressources naturelles et environnementales	Sensibiliser les populations pour une meilleure exploitation des ressources naturelles	Pop	1.000.000	1.000.000	1.000.000	X	X		3.000.000
	Organiser des journées de reboisement	Toute la communauté rurale	2.000.000	2.000.000	X	2.000.000	2.000.000		8.000.000
Conseil rural	Renforcer les capacités des élus locaux en décentralisation et développement local	33	X	X	3.000.000	X	X	X	3.000.000
OCB	Renforcer les capacités des membres des	15	1.500.000	1.500.000	X	X	X	X	3.000.000

	GPF et GIE en gestion			0					
Coûts Totaux			170.900.000 FCFA	276.700.000 FCFA	290.600.000 FCFA	243.800.000 FCFA	278.000.000 FCFA	220.000.000 FCFA	1.466.100.000 FCFA
Pourcentages			11,6%	18,8%	19,8%	16,6%	18,9%	15,1%	100 %

7- Programme Annuel d'Investissement

Sous secteur	Actions prévus	Quantité	Cout unitaire	Cout total	Pourcentage
Agriculture	Fertiliser les sols (phosphatage de fonds)	Les terres cultivables	10.000.000	60.000.000	20,2%
	Renouveler le matériel agricole	Toute la communauté rurale		80.000.000	
	Augmenter le capital semencier	Toute la communauté rurale	10.000.000	30.000.000	
Elevage	Elargir les zones de pâturage et parcours de bétail	Toute la communauté rurale		800.000	2,72%
	Former des auxiliaires vétérinaires	4	500.000	2.000.000	
	Construire des abreuvoirs	4	5.000.000	20.000.000	
Energie	Etendre le réseau électrique	4 (Village centre)	22.500.000	90.000.000	10,7%

Commerce	Aménager des pistes de production	4 (Village centre)	62.500.000	250.000.000	32,8%
	Construire des magasins stockage	4 Village	6.250.000	25.000.000	
Education	Clôturer les écoles	5 Ecoles	8.750.000	35.000.000	15,5%
	Construire une case des tous petits	1	15.000.000	15.000.000	
	Construire des salles de classes	8	10.000.000	80.000.000	
Santé	Equiper les cases de santé	2	4.000.000	8.000.000	1,9%
	Acquérir une nouvelle ambulance	1	12.000.000	12.000.000	
Hygiène et assainissement	Mettre en place un programme social pour la construction de latrines	100	100.000	10.000.000	1,7%
	Aménager des dépôts d'ordures	33	150.000	5.000.000	
Jeunesses, sport et loisirs	Construire un foyer des jeunes	1	15.000.000	15.000.000	1,7%
Hydraulique	Construire un nouveau forage et un château d'eau de grande capacité	1	95.000.000	95.000.000	11,3%

Ressources naturelles et environnementales	Sensibiliser les populations pour une meilleure exploitation des ressources naturelles	3 Journées	1.000.000	1.000.000	1,1%
	Organiser des journées de reboisement	4 Journées	2.000.000	8.000.000	
COUT TOTAL				837.800.000	100%

8-Stratégies de mise en œuvre et mesures d'accompagnement

1-Aspects institutionnels

Compte tenu des moyens assez limité dont dispose le conseil rural de Dendeye , chaque projet d'investissement inscrit dans le PAP devra faire l'objet d'une requête de financement. Cette requête devrait être préparée par le Conseil Rural avec l'appui du CADL et transmise aux partenaires au développement pour être présenté au comité d'octroi pour une approbation définitive. Ainsi, les projets, les ONG et l'État trouveront dans ce plan leur domaine d'intervention où ils pourront apporter leur appui.

Mais il faut noter que l'État, en plus des fonds ou dotations qu'il octroie à la Communauté Rurale, devrait prendre en charge les investissements lourds que sont le bitumage et aménagement des pistes latéritiques, l'achat d'une ambulance, la construction et l'équipement des salles de classes,...

En ce qui concerne la réalisation des projets, la maîtrise d'ouvrage devra revenir au Conseil Rural pour tous les investissements dont le coût est inférieur à 15 000 000 de francs CFA. Dans le cas contraire, elle est déléguée au CADL mais toujours sous la supervision du Conseil Rural.

2-Horizon temporel

La période durant laquelle la réalisation des actions prévues dans le plan est fixée pour six (06) ans. Ce choix a été fait pour être en harmonie non seulement avec le PRDI de la région (Diourbel) mais aussi avec les OMD, le DSRP II et le Plan National d'Orientation pour le Développement Économique et Social.

Enfin le choix de six années donne une chance aux élus locaux dont le mandat est de six années de faire une autoévaluation et de pouvoir boucher les trous lors de la dernière année de mandat.

3- Système de suivi-évaluation

Le bilan diagnostic de la communauté rural de Dendeye nous a permis de révéler plusieurs contraintes et de proposer un certain nombre d'actions à mener. Ainsi, pour la pérennisation de toutes ces actions, nous allons mettre en place un système de suivi appelé : suivi évaluation et ajustement participatif.

Il s'agira de mettre en place un comité de pilotage de développement (CPD) crée par le Conseil Rural pour coordonner toutes les activités définies dans le PAP de Dendeye. Il sera composé d'un comité directeur (CD) composé de 25 membres issus des cinq (05) zones, des animateurs communautaires du Conseil Rural et des membres de la société civile. Chaque zone sera représentée par huit (08) délégués tandis que les élus sont au nombre de deux (02) tous présidents de commissions dans le conseil rural soient dix (10) acteurs pour chaque zone.

Le CPD aura pour principal objectif de suivre et d'évaluer la mise en œuvre du PAP pour les cinq (05) ans) à venir. C'est ainsi qu'il doit :

- Jouer un rôle d'interface entre les populations et les partenaires extérieurs

- Négocier les partenariats et rechercher des financements extérieurs
- Accompagner les structures de développement au niveau zonal et villageois
- Développer des relations intercommunautaires ;
- S'assurer de la bonne transmission des informations ;
- Réactualiser le plan en fonction de la réalisation des objectifs ;
- Suivre la mise en œuvre des initiatives aux niveaux zonal et villageois.

Donc, force est de constater alors que le CPD devra jouer un rôle de conseil économique et social et de ce fait toutes ses propositions doivent être validées par le Conseil Rural. Il faut noter que tous les conseillers et les animateurs communautaires qui ne sont pas membres du comité directeur, sont des observateurs.

Par ailleurs, le Conseil Rural devra aussi créer des comités zonaux de développement (CZD) qui, outre le fait qu'ils soient des relais du CPD auront pour mission :

- D'assurer un rôle d'interface entre le CPD et les populations de la zone
- De coordonner les actions de développement au niveau de la zone
- De suivre et évaluer la mise en œuvre des engagements pris par les habitants de la zone
- D'alimenter la réflexion du CPD concernant les problématiques de développement de la zone.

CONCLUSION

En nous inspirant du DSRP II, nous pourrions définir la pauvreté comme étant « l'insuffisance d'avoir, de savoir et de pouvoir ». Aussi bien que les OMD, le PNDL, le PRDI cherchent à des niveaux différents à éradiquer la pauvreté où encore à la réduire de moitié d'ici 2015, le PLD de Dendeye cherche lui aussi à une échelle communautaire à combler cette insuffisance d'avoir, de savoir et de pouvoir de ses populations.

Ainsi, du 01 Septembre au 30 Novembre 2011, un ensemble d'enquêtes et de documentation, de focus groupes, outils MARP..., réalisé à travers toute la communauté rurale nous ont permis d'avoir un tableau de bord, un diagnostic et un PAP de la localité.

Nous pouvons de ce fait dire que la communauté rurale compte 5 zones distinctes et homogènes (Dendeye, Ndjolofène, Sam Contor, Gouygui et Nguérane). Il répond à des besoins de planification économique et de cohésion sociale. Les tableaux de bord de ces différentes zones ont confirmé leurs spécificités en dégageant les potentiels et les contraintes. Les tableaux de bord regroupés ont donné une vue d'ensemble de la communauté rurale, analysés ils ont permis un diagnostic révélant les forces et les faiblesses de la dynamique de développement local.

En gros, les principaux atouts de Dendeye sont la richesse de sa zone culturale, fourragère et ses ressources naturelles. De nombreuses mares (16) temporaires certes mais qui aménagées peuvent durer et procurer des opportunités aux populations pour faire des cultures hors hivernage (maraîchage et pisciculture), combinées avec les vallées morte et bas fonds qui traversent toute la localité.

Aussi il faudrait souligner un réseau de partenaires au développement qui appuient à travers beaucoup de projets la localité (The Hunger project, Children fund, Caurri, Croix rouge, PAM,...).

A côté, nous pouvons noter les principales contraintes de la communauté rurale :

Tout d'abord, nous avons la dégradation des ressources naturelles. Celle-ci se traduit par l'appauvrissement des sols qui avec la disparition du couvert végétal sont exposés à toutes les érosions, éolienne, hydrique, etc..... étant un facteur de production important, cette dégradation des sols touche l'activité principale des populations de la communauté rurale de Dendeye, à savoir l'agriculture. Avec notamment le retard des démarrages de campagne agricole, l'insuffisance ou la mauvaise qualité des intrants les productions agricoles sont faibles et les revenus tirés de l'activité ne suffisent plus à satisfaire les besoins avec les problèmes rencontrés par l'arachide et l'incapacité des paysans à la substituer par une autre culture. Bien que les cultures du Niébé, du Bissap et du Mil aient été initiées, elles sont insignifiantes en part relative dans les productions.

Les autres activités du secteur primaires ne se portent pas mieux, avec un élevage bovin qui donne de faibles productions les animaux n'étant pas dans des conditions idéales pour produire (disparition des pâturages, parcours de bétail, exposition au vol et aux maladies...)

Le secteur secondaire qui devait être un palliatif des insuffisances notées précédemment ne fournit pas non plus de grands résultats. Le commerce est dépendant des du marché hebdomadaire de Dala Gabou et des deux grandes villes

Touba et Mbacké qui polarisent Dendeye, ce qui a entraîné l'inexistence d'un marché Hebdomadaire dans la communauté rurale. L'artisanat, les PME/PMI rencontrent des difficultés avec le sous équipement, le manque de formation et l'insuffisance des financements. Ceci fait que les marchés au niveau de Dendeye sont confiés à des entrepreneurs étrangers de la localité qui sous emploie les autochtones qui par conséquent sont sous payés.

Les services sociaux de base font défaut. Dans la zone de Dendeye nous avons un poste de santé, deux cases de santé, un forage et un réseau électrique limité dans le siège de la communauté rurale. Ils ne suffisent pas à satisfaire les demandes des populations. L'accès à ces services, à savoir la santé, l'eau et l'énergie, est encore difficile.

L'insuffisance des ressources financières, humaines et matérielles du Conseil Rural, des services déconcentrés, fait qu'ils sont le plus souvent impuissants face à cette demande sociale qui va croître proportionnellement avec la croissance démographique galopante de la communauté.

Ainsi, au terme du diagnostic, un ensemble de solutions identifiées avec les populations ont été à la base du programme d'actions prioritaires. Celui pour résoudre les entraves au développement se résume en quatre axes à savoir :

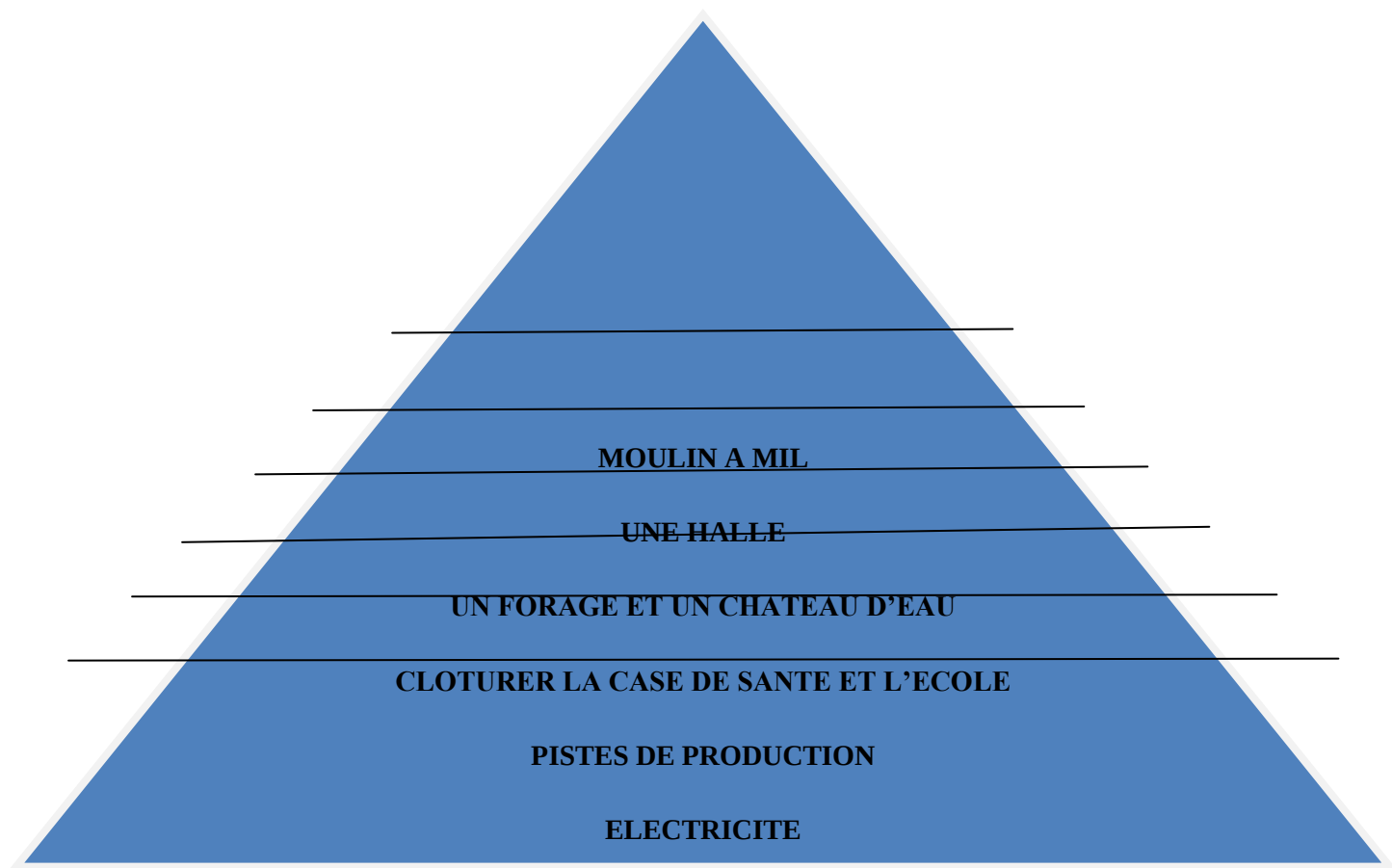
- Redynamiser une agriculture et un élevage intensif
- Appuyer les jeunes dans l'initiation de projets pour réduire le chômage et l'exode rural.
- Faciliter l'accès aux services sociaux de base
- Favoriser l'éducation des enfants
- Impliquer d'avantage la gente féminine dans la gestion des affaires publiques

De là, nous avons retenus des actions qui ont fait l'objet d'une programmation sur une période de cinq ans (2013-2018). L'enveloppe globale du plan d'actions prioritaire s'élève à 1.466.100.000 F CFA. Si toutes les conditions de mise en œuvre de ce plan sont réunies, nous gageons que les problèmes structurels qui, aujourd'hui compromettent le devenir de la communauté rurale seront atténués ouvrant ainsi les voies d'une croissance économique et sociale extraordinaire.

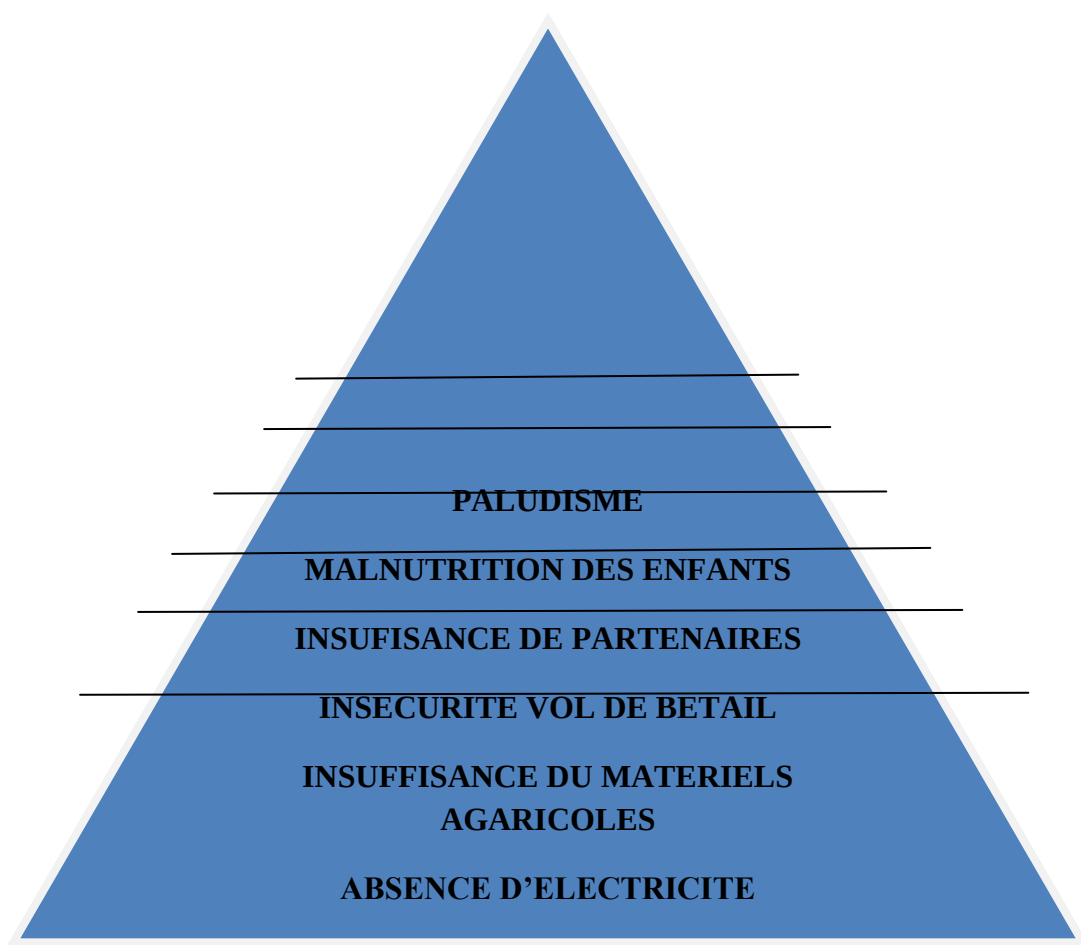
ANNEXES

6- DIAGNOSTIC DES BESOINS URGENTS ET DE CONTRAINTES PENIBLES DANS CHAQUE ZONES

1-PYRAMIDE DES BESOINS DE LA ZONE DE NDJOLOFENE



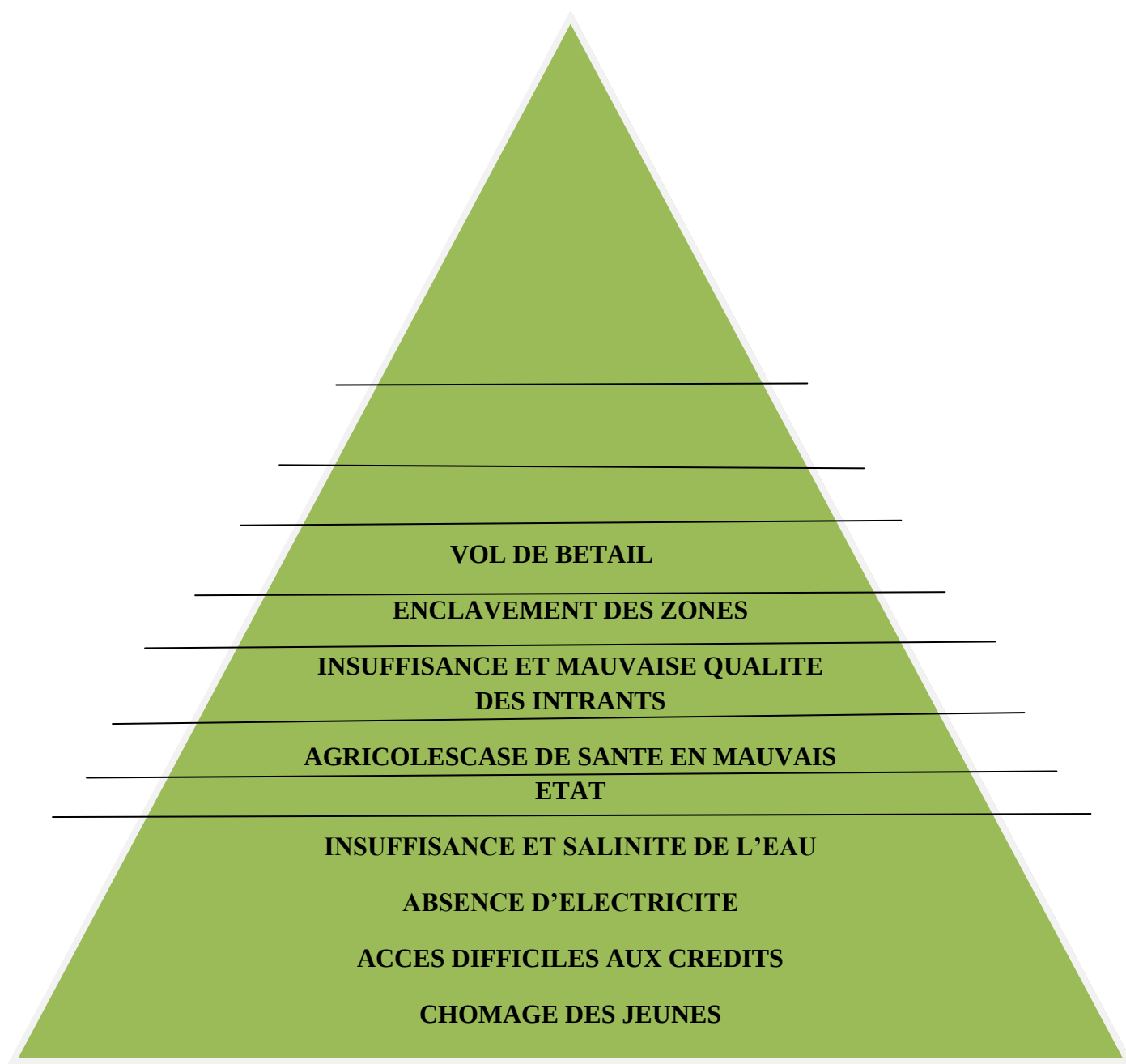
1.1-PYRAMIDE DES CONTRAINTES DE LA ZONE NDJOLOFENE



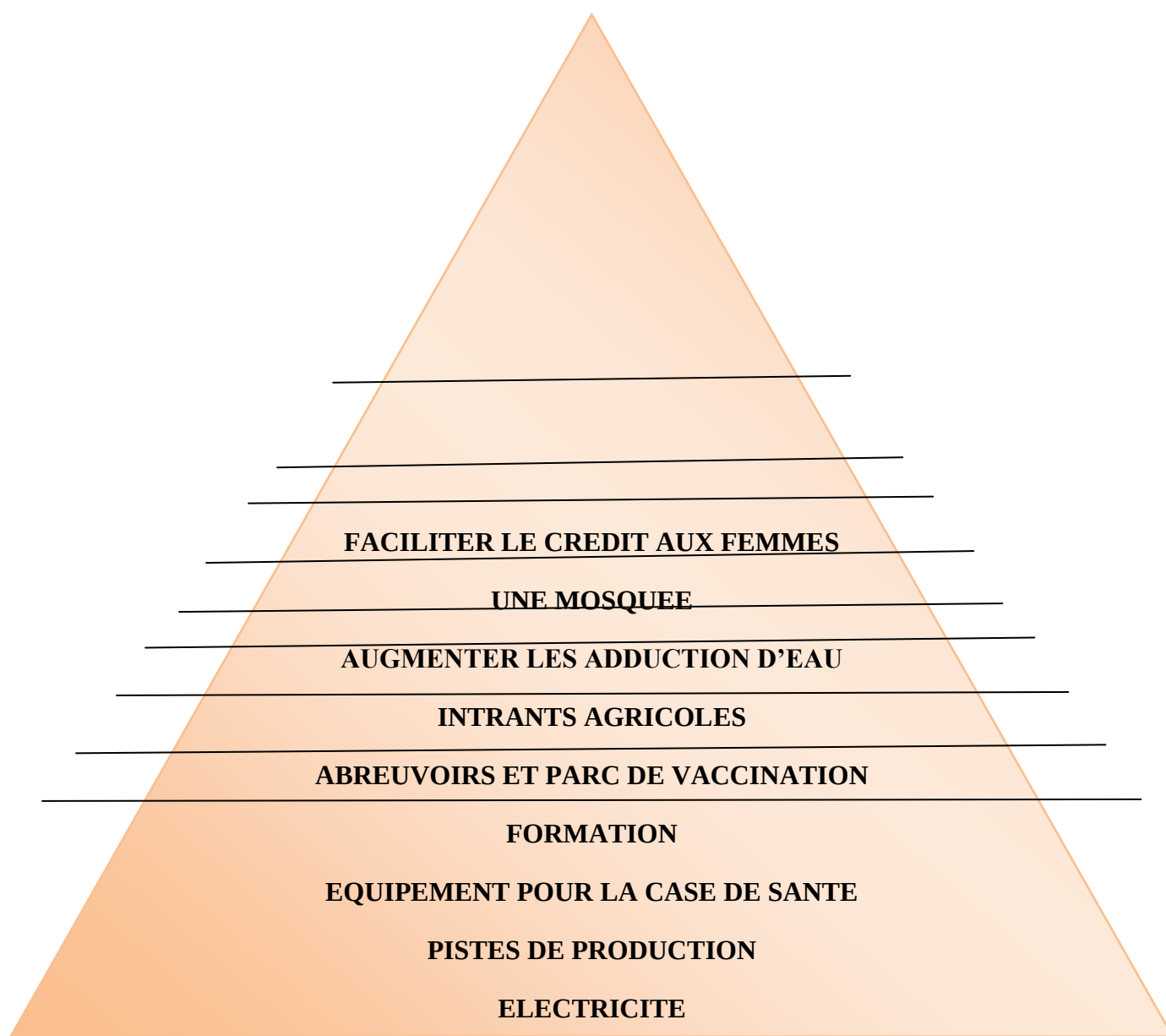
2-PYRAMIDE DES BESOINS DE LA ZONE DE GOUYGUI



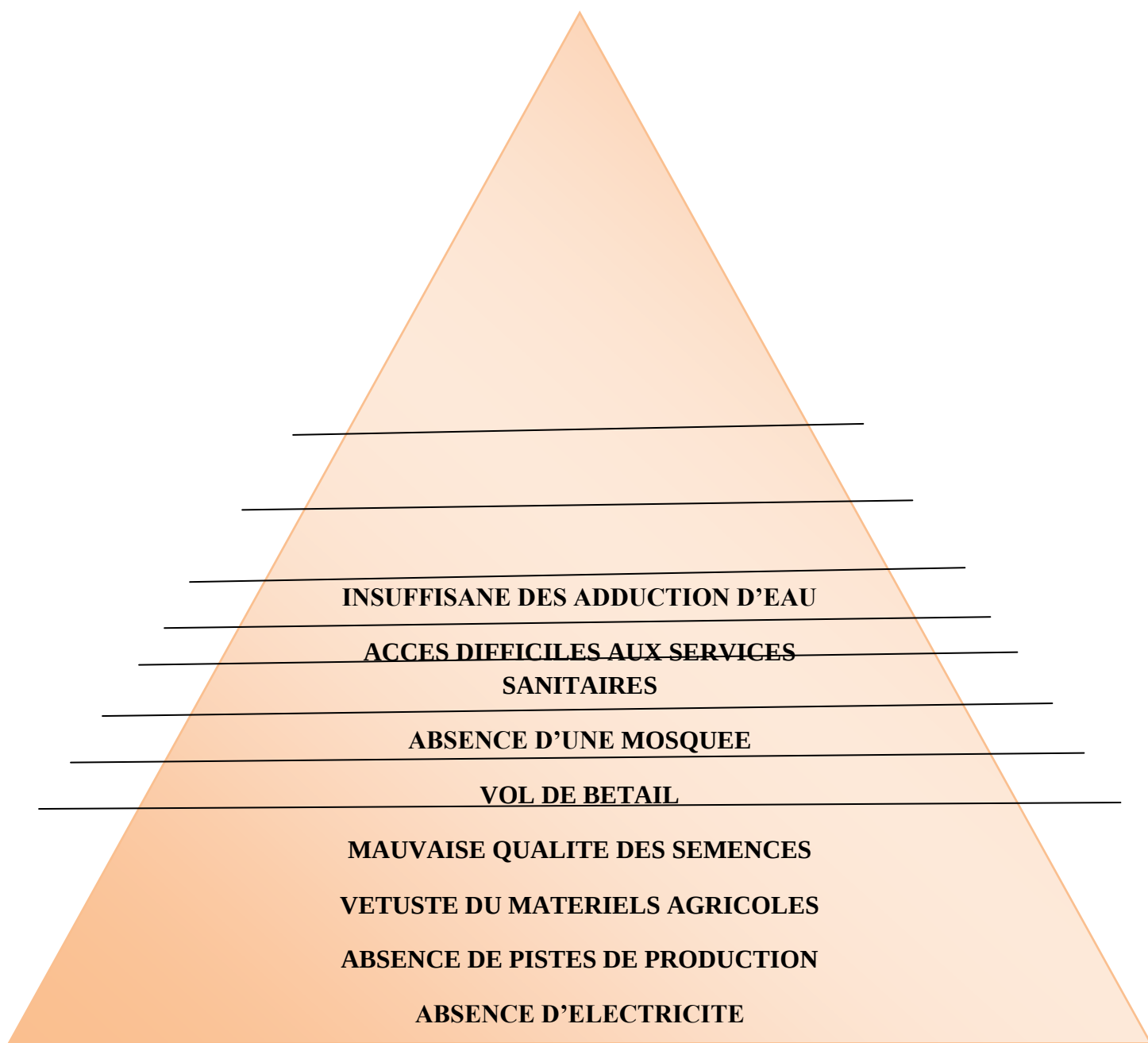
2.1-PYRAMIDE DES CONTRAINTES DE LA ZONE GOUYGUI



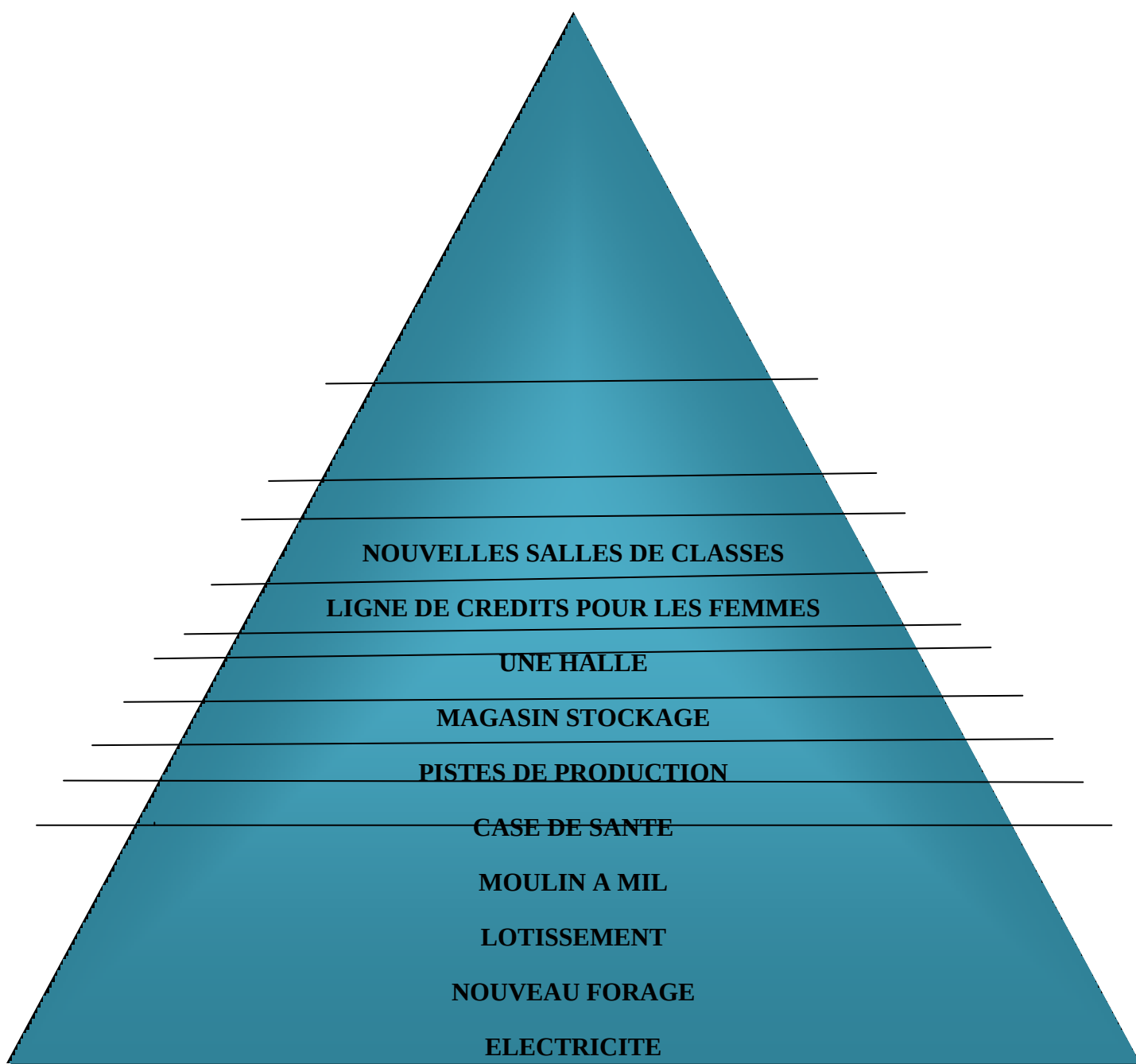
3-PYRAMIDE DES BESOINS DE LA ZONE DE SAM CANTOR



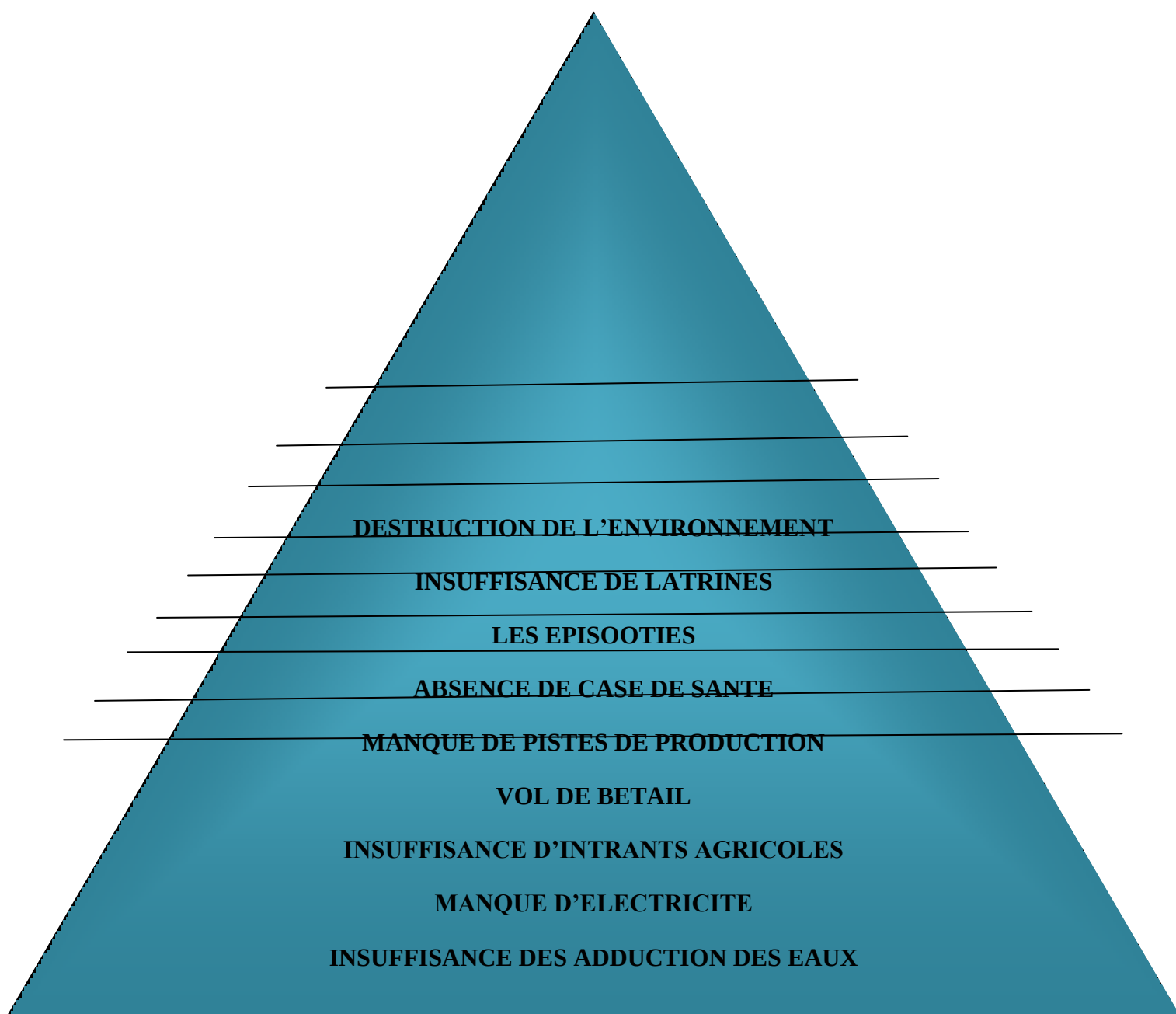
3.1-PYRAMIDE DS CONTRAINTE DE LA ZONE SAM CANTOR



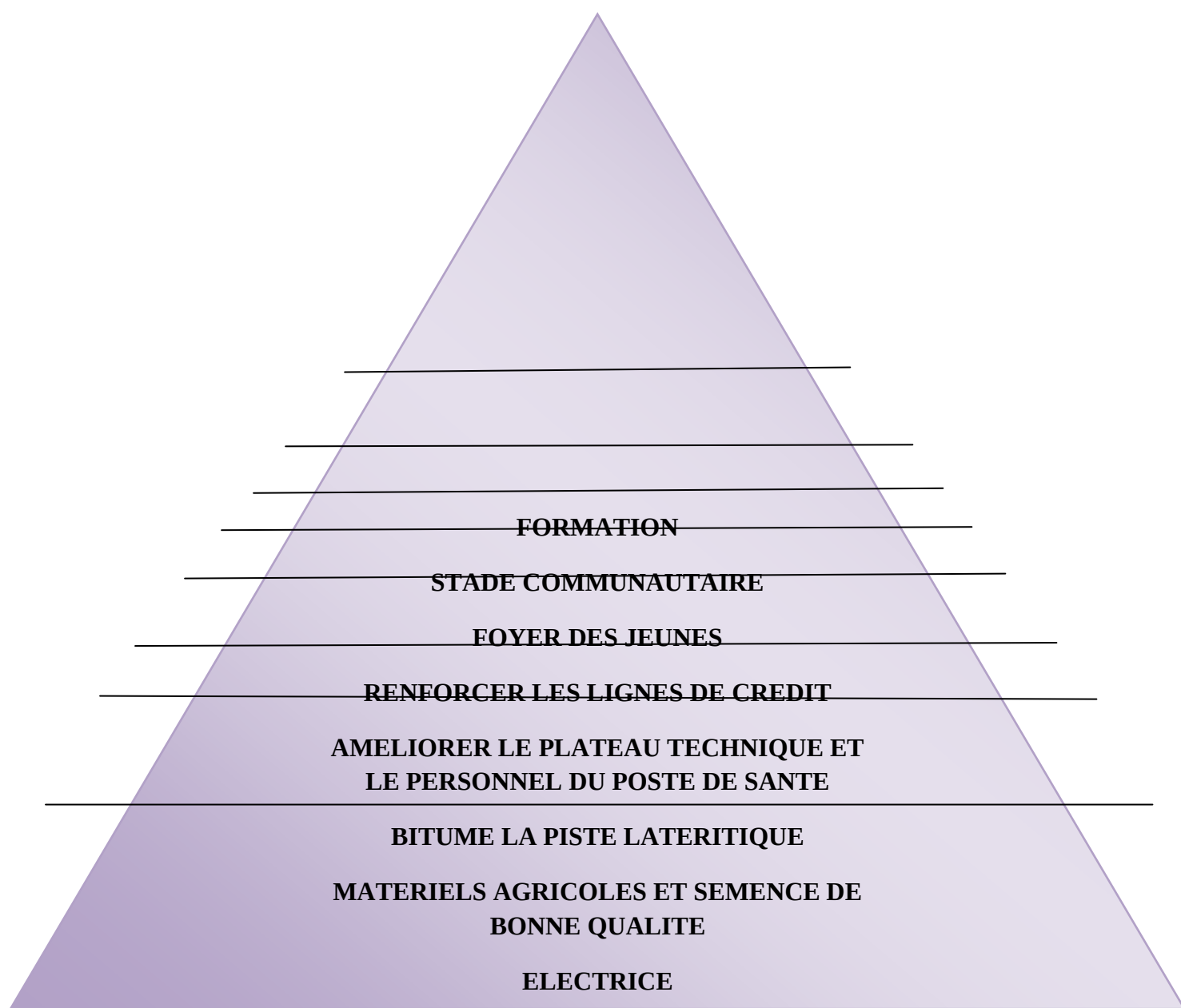
4-PYRAMIDE DES BESOINS DE LA ZONE DE NGUERANE



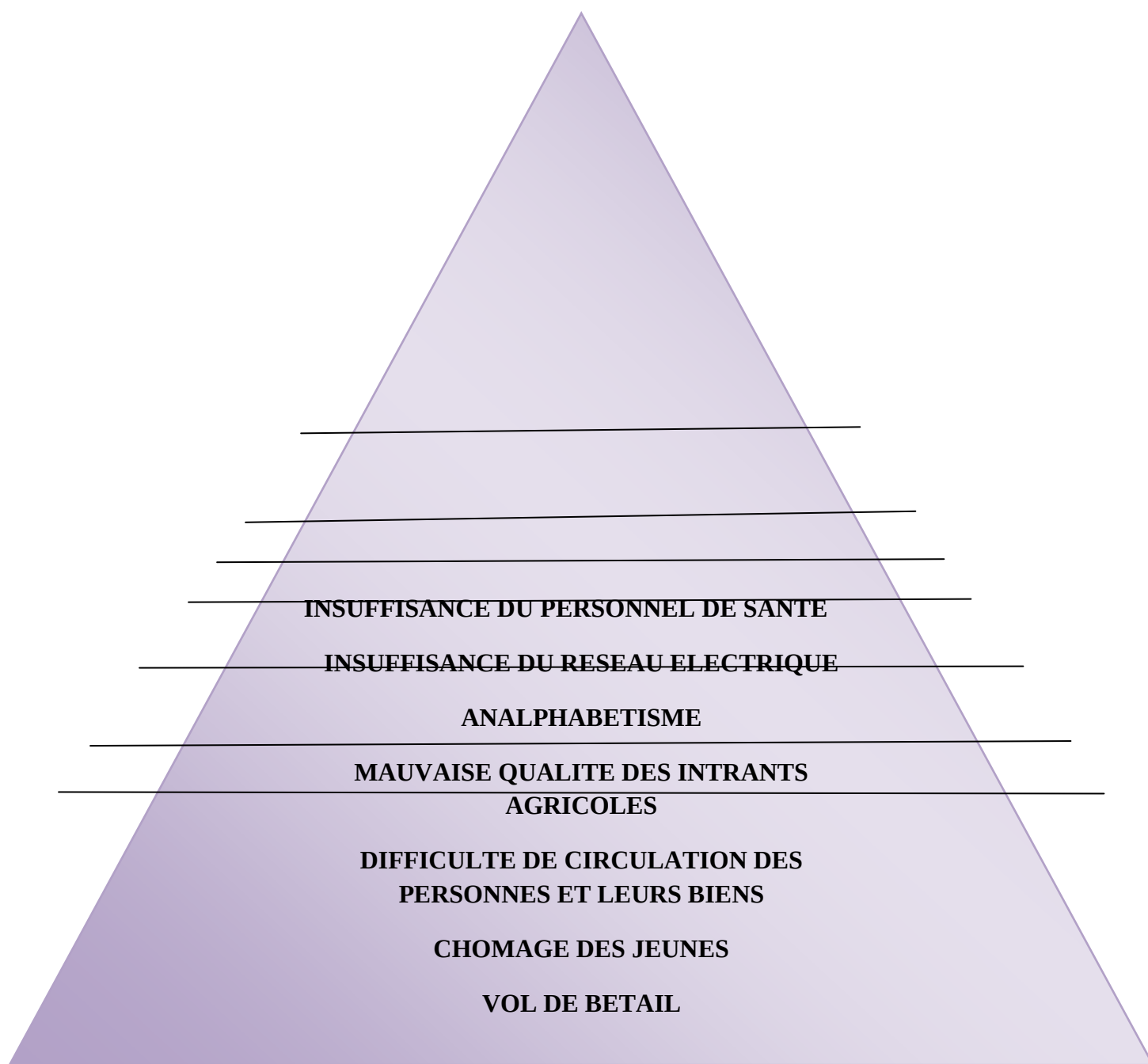
4.1-PYRAMIDE DS CONTRAINTE DE LA ZONE NGUERANE



5-PYRAMIDE DES BESOINS DE LA ZONE DE DENDEYE



5.1-PYRAMIDE DES CONTRAINTES DE LA ZONE CENTRE DE DENDEYE



 Relation forte
 Relation faible

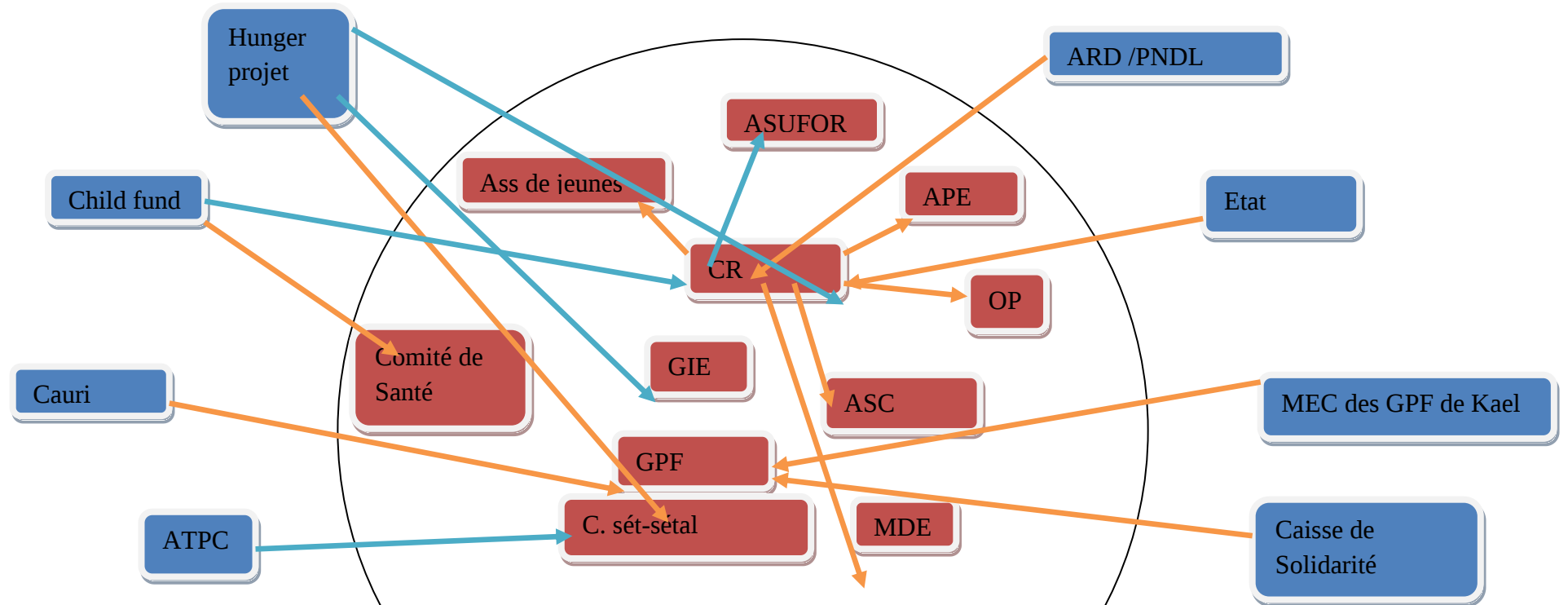
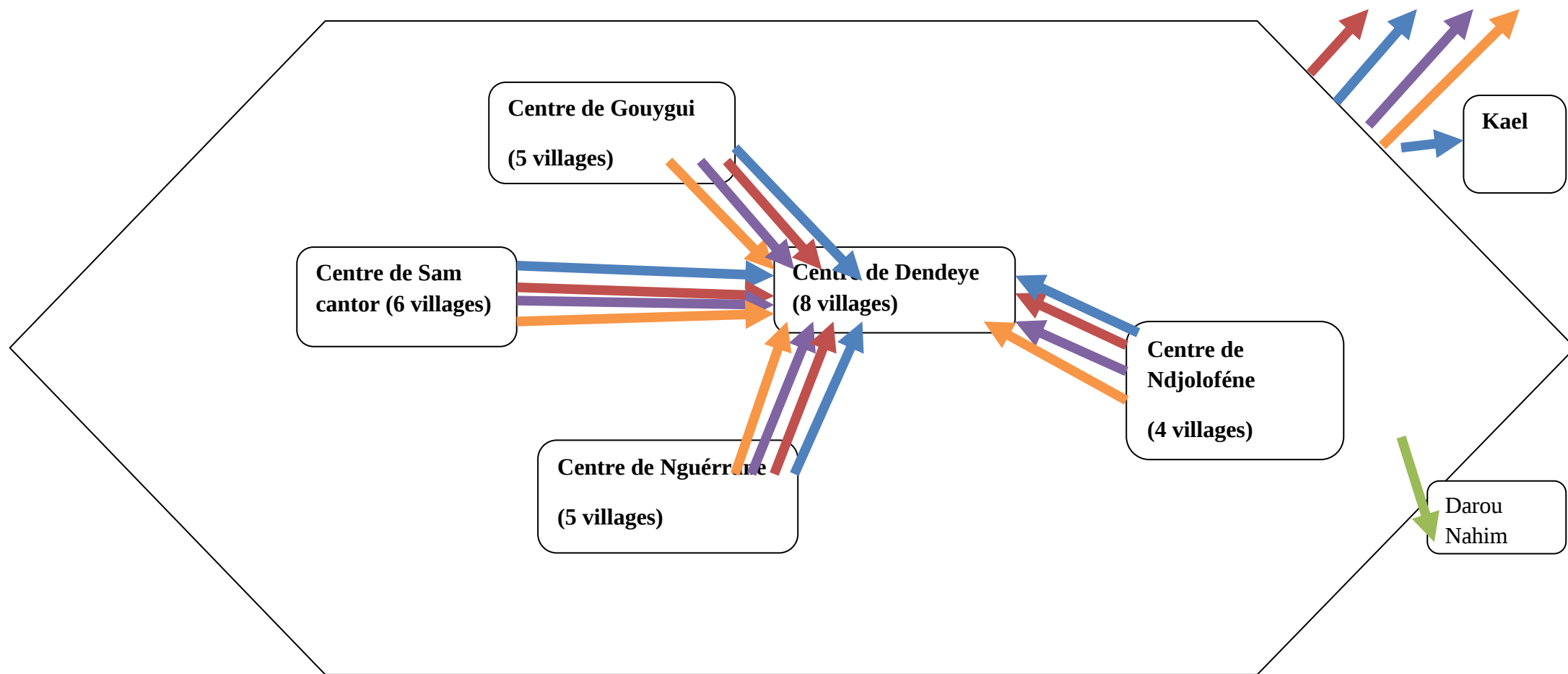
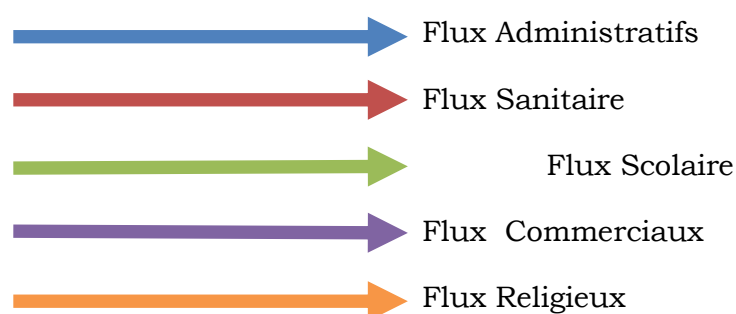


Diagram illustrating the Plan Local de Développement de la communauté rurale de Dendeye Gouygui 2013- 2018. The plan is represented by a horizontal line with several boxes above it: DIOURBEL, Dala Gabou, TOUBA, and MBACKE. Arrows of various colors point from the plan line to each box. A curved line connects Dala Gabou to TOUBA. The page number 85 is at the bottom right.



LEGENDE DU DIAGRAMME DE FLUX



9 -GRILLE DE PRIORISATION ET DE FAISABILITE DES ACTIONS RETENUES

Actions plus (+) prioritaires et moins(-) faisables	Actions plus(+) prioritaires et plus(+) faisables
-Etendre le réseau électrique aux gros villages, poursuivre le programme d'électrification -Construire un nouveau forage Et un château à grande capacité -Etendre les adductions d'eau -Désinfecter les sols avec les fongicides -Construire des pistes de production -Mettre en place un marché hebdomadaire dans la localité -Construire d'une halle dans chaque village -Construire une école dans les villages qui n'en ont pas -Construire de nouvelles cases de santé - Construire un centre polyvalent pour les jeunes -Promouvoir l'utilisation du biogaz -Construire des magasins de stockage	-Augmenter le capital semencier et le matériel agricole -Améliorer la qualité des semences -Faciliter l'accès à la terre aux femmes -Mettre en place un cadre de concertation entre éleveurs et agriculteurs -Elargir les parcours de bétail -Former des auxiliaires vétérinaires dans chaque zone -Instaurer un comité de veille dans chaque village -Promouvoir l'utilisation des énergies renouvelable -Introduire des programmes pour l'utilisation des foyers améliorés -Augmenter les salles dans certaines écoles -Mettre en place une mutuelle de santé -Former des aides soignants et des matrones pour le poste de santé et les cases de santé -Acquisition d'une nouvelle ambulance -Construire un nouveau forage Et un château à grande capacité -Etendre les adductions d'eau dans les villages et hameau desservies - Renforcer les bénéficiaires (GIE, GPF) en gestion financières et faire des suivis et évaluation des projets -Elaborer et exécuter un plan de formation

	pour les conseillers en décentralisation et développement local
Actions moins(-) prioritaires et moins(-) faisables	Actions moins(-) prioritaires et plus(+) faisables
-Construire de nouveaux puits -Renforcer certains réseaux - Mobiles pour faciliter la connexion internet -Appliquer le code forestier (réglementation de coupe abusive de bois, l'élagage des arbres abusive ...) -Aménager les mares afin de diminuer leur tarissement rapide et les protéger contre le sable - Créer une unité de transformation de l'arachide -Construire des enclos villageois	-Sensibiliser la population pour la -- - Construction des latrines modernes dans toutes les concessions -Organiser des séances de « set-setal » -Mettre en place un système d'assainissement (dépôts d'ordures) -Former les commerçants en technique de commerce -Sensibiliser les jeunes à initier des projets pour stopper l'exode rural -Former les acteurs en gestion de projets -Sensibiliser les populations pour une meilleure exploitation des ressources naturelles